NUMÉRISATION, GESTION DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES, RECRUTEMENT...

L'UNIVERSITÉ ALGÉRIENNE ACCOMPLIT DES PAS DE GÉANT

Lire en page 4

IL L'A ENCOURAGÉ À ATTEINDRE L'OBJECTIF FIXÉ

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT WALID SADI

Lire en page 3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / MARDI 26 SEPTEMBRE 2023 // N°649 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LA FIN D'UNE ÉPREUVE DE FORCE ENTAMÉE IL Y A DEUX MOIS

LA FRANCE ANNONCE LE RETRAIT DE SES TROUPES DU NIGER

Lire en page 3

DESSALEMENT D'EAU DE MER

LA STATION DE CORSO TOURNE À PLEINE CAPACITÉ

Lire en page 4

ELLE EST CONSIDÉRÉE COMME UNE PRIORITÉ MAJEURE

CAP SUR LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE

Lire en page 6

AUTOROUTE EST-OUEST

SURVEILLANCE ET MAINTENANCE PRÉVENTIVES

Lire en page 6

LE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE L'ABEF L'ÉVOQUE :

BIENTÔT UNE AGENCE BANCAIRE ALGÉRIENNE IMPLANTÉE EN CÔTE D'IVOIRE

Lire en page 5

Industrie: Aoun effectue une visite de travail dans quatre unités de fabrication à El-Oued

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun, a entamé, hier une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'El Oued, où il devrait inspecter 5 projets économiques. Ali Aoun compte entamer sa visite par les deux zones industrielles de Foulia, dans la commune de Guemar, et celle dite « Coubnine 2 ». Le ministre compte inspecter, dans le cadre de cette visite, l'unité « AGPG » de fabrication de verre automobile, l'unité « Wouroud », de fabrication de parfums, l'usine « El Oualid » de conditionnement et d'emballage, et l'unité « Golden Furry » de conditionnement de dattes.

ENCORE UN FRACTIONNEMENT AU SEIN DE L'AZAWAD

LE MOUVEMENT POUR LE SALUT DE L'AZAWAD QUITTE LE CSP-PSD

Dans un communiqué parvenu à notre rédaction, le Mouvement pour le salut de l'Azawad annonce sa démission du cadre stratégique Permanent pour la sécurité et la paix au Mali (CSP-PSD). Selon le secrétaire général Moussa Ag Achaghtamane, son Mouvement ne va pas donner du blé à moudre aux groupes terroristes, grands bénéficiaires de la guerre intestine entre l'Azawad et Bamako. De ce fait le MSA-D se désengage du CSP et se met aux côtés des armées loyalistes et contribuera à des rondes pour la sécurité et la tranquillité des zones sous son autorité. Elles ont été accusées d'importer le fentanyl aux Etats-Unis.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE :

« LA SEULE SOLUTION POUR CRÉER DES EMPLOIS EST L'INVESTISSEMENT »

En visite à El Oued ce lundi, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a parlé de la création de nouveaux postes d'emploi. Pour lui, la seule solution pour créer des emplois est l'investissement. Lors d'une conférence de presse, le ministre de l'Industrie a rappelé les instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à éradiquer tous les blocages auxquels font face les investisseurs.

TAMIR PARDO COMPARE LE TRAITEMENT RÉSERVÉ PAR ISRAËL AUX PALESTINIENS À L'APARTHEID

Selon le site African Manager, un ancien chef de l'agence de renseignement du Mossad a déclaré qu'Israël applique un système « d'apartheid » en Cisjordanie, rejoignant une liste croissante de responsables à la retraite pour soutenir une idée qui reste largement en marge du discours israélien. Tamir Pardo devient le dernier ancien haut responsable à comparer le traitement réservé par Israël aux Palestiniens de Cisjordanie à l'apartheid, une référence au système de séparation raciale en Afrique du Sud qui a pris fin en 1994.

Des groupes de défense des droits de l'homme de premier plan en Israël et à l'étranger ainsi que des Palestiniens ont accusé Israël et son régime militaire de 56 ans en Cisjordanie de se transformer en un système d'apartheid qui donne aux Palestiniens un statut de seconde classe et est conçu pour maintenir l'hégémonie juive du Jourdain jusqu'à la Méditerranée.
D'anciens dirigeants, diplomates et responsables de la sécurité israéliens ont averti qu'Israël risquait de devenir un État d'apartheid, mais le langage de Pardo était encore plus direct.
« Il y a un État d'apartheid ici », a-t-il déclaré dans une interview.
« Dans un territoire où deux personnes sont jugées selon deux systèmes juridiques, c'est un État d'apartheid. »

INONDATIONS EN LIBYE :

LE PROCUREUR ORDONNE LA DÉTENTION DE HUIT RESPONSABLES

Ces personnes, occupant ou ayant occupé des postes à responsabilité au sein du département des ressources hydrauliques ou celui de la gestion des barrages en Libye, sont soupçonnées entre autres de «mauvaise gestion» et de «négligence».
Le Procureur général en Libye a ordonné le placement en détention provisoire de huit responsables libyens dans le cadre d'une enquête sur la rupture des deux barrages ayant entraîné les inondations meurtrières de Derna le 10 septembre, a annoncé lundi 25 septembre son bureau.
Les huit personnes, occupant ou ayant occupé des postes à responsabilité au sein du département des ressources hydrauliques ou celui de la gestion des barrages en Libye, sont soupçonnées entre autres de «mauvaise gestion» et de «négligence», a précisé le bureau du Procureur dans un communiqué.
Le maire de Derna Abdulmonem al-Ghaithi, démis de ses fonctions avec le reste du Conseil municipal après le drame, fait également partie des personnes concernées par le placement en détention.
La tempête Daniel a frappé dans la nuit du 10 au 11 septembre l'est de la Libye notamment Derna, une ville de 100.000 habitants bordant la Méditerranée, entraînant la rupture de deux barrages en amont et provoquant une crue de l'ampleur d'un tsunami emportant tout sur son passage. Selon le dernier bilan officiel provisoire, les inondations ont fait au moins 3868 morts, alors que des milliers d'autres personnes sont toujours portées disparues.
Le 18 septembre, des centaines d'habitants de Derna avaient manifesté pour réclamer des comptes aux autorités de l'est du pays, responsables selon eux de la catastrophe. Le Procureur général libyen al-Seddik al-Sour avait annoncé le 15 septembre avoir ouvert une enquête sur les circonstances du drame. Selon lui, la direction des barrages en Libye avait signalé des fissures sur les deux ouvrages dès 1998 mais aucun travail n'a été accompli pour y remédier.

UNE PUBLICATION AIMÉE PLUS DE 2,5 MILLIONS DE FOIS

LE RN ACCUSE BENZEMA POUR SA TENUE TRADITIONNELLE SAOUDIENNE

Le président du Rassemblement national a accusé Karim Benzema de se faire le porteur du message des islamismes, après que le joueur a posté une photo de lui en tenue traditionnelle saoudienne.
Une tenue que le patron du RN n'apprécie pas. Le patron du Rassemblement national Jordan Bardella a réagi dans "BFM Politique" à la publication sur Instagram du footballeur Karim Benzema en tenue saoudienne. "Je pense qu'il est un compagnon de route de l'idéologie islamiste", accuse le chef de file du RN, à propos du joueur qui porte le maillot du club Al-Ittihad depuis quelques mois.
"Au moins, il est cohérent. Il veut un mode de vie islamiste, il est parti en Arabie saoudite", poursuit le député européen. L'ancien international français, qui a quitté le Real Madrid pour un club d'Arabie saoudite, a posté samedi une photo de lui sur son compte Instagram le montrant en tenue saoudienne traditionnelle. "Regarde la vie qu'on a. Happy Saudi national day (bonne fête nationale saoudienne NDLR)", écrit-il en légende dans une publication qui a récolté plus de 2,5 millions de "J'aime". Depuis quelques mois, les départs de joueurs en Arabie saoudite se multiplient avec, à la clé, des salaires XXL et quelquefois des rôles d'ambassadeur pour la monarchie du Golfe.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information edité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:
ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur de l'administration et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication d'Edition et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger
Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

LA FIN D'UNE ÉPREUVE DE FORCE ENTAMÉE IL Y A DEUX MOIS

La France annonce le retrait de ses troupes du Niger

L'annonce du président français a été accueillie comme une victoire par les manifestants qui, hier matin, s'étaient massivement rassemblés devant «le rond-point de la résistance», à la devanture de la base aérienne 101 de Niamey, où sont stationnés les soldats français.

Grande annonce le dimanche soir : dans un entretien diffusé en direct sur les chaînes françaises TF1 et France 2, le président français Emmanuel Macron a annoncé le retour «dans les prochaines heures» de l'ambassadeur français à Niamey, et le retrait des troupes françaises du Niger d'ici la fin de l'année.

Pour rappel, les nouvelles autorités nigériennes ont dénoncé, début août, les accords de coopération en matière de défense et de sécurité avec la France avant d'expulser par la suite, l'ambassadeur Sylvain Itté du pays. Paris s'est jusque-là montré inflexible en mettant en avant qu'il ne reconnaît pas la légitimité des nouvelles autorités qui ont renversé le régime de Bazoum Mohamed et, depuis, la pression n'a cessé de s'amplifier sur les symboles de la présence française au Niger avec le blocus par les forces de sécurité nigériennes de la chancellerie française ainsi que des manifestations populaires quasi quotidiennes devant la base aérienne 101 de Niamey qui abrite l'essentiel des 1 500 soldats français au Niger. L'annonce du président français a été accueillie comme une victoire par les manifestants qui, hier matin, s'étaient massivement rassemblés devant «le rond-point de la résistance», à la devanture de la base aérienne 101 de Niamey, où sont stationnés les soldats français. Après donc près de deux mois de bras de fer diplomatique et surtout d'inflexibilité des autorités françaises, Emmanuel Macron a fini par céder : «La France a décidé de ramener son ambassadeur. Dans les prochaines heures, notre ambassadeur et plusieurs diplomates rentreront en France». Le chef de l'Etat a aussi annoncé le retrait des soldats français du Niger, «dans les semaines et les mois qui viennent» et que le retrait serait totalement achevé «d'ici la fin de l'année». Toutefois, le revers de la médaille pose problème, car il faut vite mettre en place un mécanisme qui mettrait en déroute les groupes terroristes, très présents dans la zone dite des Trois Frontières. Le Niger, qui n'en a pas les moyens, doit vite s'incruster dans un mécanisme régional efficace, tel que le Commandement dit CEMOC.

Par ailleurs, le pouvoir au Niger a interdit son espace aérien aux «avions français» selon un message aux navigants aériens consulté dimanche 24 septembre sur le site de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna), rapportent plusieurs médias. L'espace aérien du Niger «est ouvert à tous les vols commerciaux nationaux et internationaux à l'exception des avions français ou des avions affrétés par la France, dont ceux de la flotte d'Air France», précise ce texte daté de samedi soir. L'espace aérien reste fermé pour «tous les vols militaires opérationnels et vols spéciaux», sauf autorisation spéciale des autorités, poursuit le message sur le site de l'Asecna. Interrogée par l'Agence France-Presse, Air France a simplement déclaré qu'elle ne «survolait pas l'espace aérien du Niger».

I.M.Amine/avec F2

ALGER VEUT DES «RÉGLAGES NÉCESSAIRES» AVEC LE MALI, LE NIGER ET LA LIBYE

La grande «réinitialisation» au Sahel

Après l'annonce faite par le président français Emmanuel Macron concernant le rappel imminent de son ambassadeur au Niger ainsi que le retrait de ses soldats d'ici la fin de l'année, les données changent au Sahel. Désormais il va falloir travailler de concert entre les «pays du champ» pour remettre sur les rails une paix fragilisée, voire rompue. Les bruits de bottes se font entendre entre les «frères-ennemis» au Nord-Mali, le CMA a déterré la hache de guerre, si l'on ose s'exprimer de la sorte, et Bamako croit comprendre que les armées loyalistes font désormais face à une coalition rébellion-terrorisme. Ce qui est totalement faux.

La coalition du Mouvement pour le Salut de l'Azawad s'est ralliée à Bamako afin de ne pas faire l'objet d'un amalgame avec les autres mouvements, «qui peuvent faire le jeu des groupes terroristes», alors que le groupe paramilitaire Wagner jette tout son poids dans cette guerre, avec les dégâts collatéraux que l'on devine. Alors qu'on redoutait une potentielle guerre au Niger, voilà que le danger pointe du Mali, et les deux pays sont aux portes sud de l'Algérie. Donc, il va falloir mettre sous la loupe cette région et mettre également les bouchées doubles pour circonscrire les périls qui pointent à l'horizon. La Libye n'étant pas tout à fait sous contrôle, il y a lieu de s'en émouvoir également. La rencontre entre le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, et la ministre d'Etat aux Affaires de la femme au Gouvernement libyen d'Union nationale, Houria Khalifa al-Turman, qui a effectué une visite de travail en Algérie, a abordé la question de cette sortie de crise. Car il faut bien s'entendre que depuis la rencontre d'El Mangoush en Italie avec un officiel israélien, son homologue Elie Cohen, il y a une crise de confiance dans l'air. Même en Libye, la vie politique en a été plombée. Le drame de Derna est venu à temps pour en détourner l'attention, mais si rien n'est fait dans l'immédiat, la Libye, notre voisin immédiat du Sud-Est, n'aura pas quitté la zone rouge de sitôt et pourrait affecter la sécurité nationale de son voisinage, d'autant qu'un certain maréchal Khalifa Haftar est en train de se déplacer de zone en zone entre la Cyrénaïque et le Fezzan, dans le cadre de ses menées souterraines.

Un voisinage en crise, voilà les défis sécuritaires que la région pose à l'Algérie, et qu'il faudrait résoudre sans perdre plus de temps.

Oukaci Fayçal

DE HAUTS RESPONSABLES AFRICAINS, DES EXPERTS, DES CHEFS D'ENTREPRISE Y PRENDRONT PART

Grande conférence sur les startups organisée en décembre à Alger

La deuxième édition de la Conférence africaine des start-ups (Africain Startup Conference) se déroulera du 5 au 7 décembre 2023 au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, à l'ouest d'Alger. Elle sera organisée par le ministère de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises et «Algeria Venture». «Le ministère de l'Economie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, explique dans un communiqué, que la conférence dont il est question a pour but de fédérer les efforts gouvernementaux sur le rôle des startups en Afrique, et de consacrer leur contribution au développement économique du continent. Sous le slogan «Des idées à l'impact», la deuxième édition de la Conférence africaine des startups, ajoute la même source, «verra une large participation des ministres africains liés au domaine de l'innovation, des startups et des porteurs de projets innovants, ce qui renforcera la coopération africaine, tout en valorisant, en mettant en œuvre et en assurant le suivi des décisions émanant de la première édition de la conférence».

Y. S.

IL L'A ENCOURAGÉ À ATTEINDRE L'OBJECTIF FIXÉ

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT WALID SADI

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le nouveau président de la FAF, M. Walid Sadi, qui lui a présenté sa vision du développement et de la relance du football algérien, indique un communiqué de la Présidence de la République. Le chef de l'Etat a insisté sur ce point, tout en félicitant le nouveau président de la FAF et en l'encourageant à atteindre cet objectif, ajoute la même source.

BOUGHALI APPELLE À ADOPTER UNE RÉSOLUTION CRIMINALISANT LA VIOLATION DES VALEURS RELIGIEUSES DANS LE MONDE

Le président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, a appelé les parlements des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique à présenter une "clause d'urgence" lors de la prochaine session de l'Union interparlementaire, en vue d'adopter une résolution afin de condamner et criminaliser toute attaque contre les symboles et le caractère sacrés de la religion. L'appel de Boughali est intervenu alors qu'il présidait hier lundi, une réunion par viséoconférence des chefs des conseils des États membres de l'Organisation de la coopération islamique, en sa qualité de président tournant de l'Union des conseils des États membres de l'Organisation de la Coopération Islamique. Un communiqué du conseil a indiqué hier que la réunion était consacrée à l'étude de deux sujets liés respectivement aux «moyens de prévenir les pratiques contraires aux valeurs de tolérance et de modération, représentées par les autodafés du Saint Coran», ainsi que «les répercussions du changement climatique et les risques de catastrophes naturelles». Dans son discours, Boughali a déclaré que brûler le Saint Coran est un acte ignoble qui vise nos plus hautes valeurs sacrées, ajoutant : «Dans ce contexte, nous ne pouvons qu'exprimer notre rejet absolu et notre condamnation des actions viles renouvelées visant nos valeurs les plus sacrées, tel le Saint Coran».

I.M./avec Agence presse service

LE NICARAGUA RÉITÈRE SON FERME SOUTIEN À LA LUTTE JUSTE DU PEUPLE SAHRAOUI

Le ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, Denis Moncada, a réitéré dimanche le ferme soutien de principe de son pays à la République sahraouie et à la lutte juste du peuple sahraoui pour la liberté et l'indépendance, indique l'Agence de presse sahraouie (SPS). Moncada a salué, lors de sa rencontre avec le membre du Secrétariat national et ministre des Affaires étrangères sahraoui, Mohamed Sidati, en marge des travaux de la 78e session de l'Assemblée générale (AG) des Nations Unies (ONU), le rôle joué par le Front Polisario, en tant que modèle à suivre par les défenseurs de la liberté, précise la même source. Lors de cette réunion, les deux ministres ont évoqué les moyens de renforcer les relations entre les deux pays frères et les derniers développements de la question sahraouie, et échangé les points de vue autour d'autres questions d'intérêt commun, selon SPS.

R.N.

MAWLID ENNABAOUI

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ MET EN GARDE CONTRE LES DANGERS DES PRODUITS PYROTECHNIQUES

LE MINISTÈRE de la Santé a mis en garde, hier, contre l'usage des produits pyrotechniques, à l'occasion de la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui, soutenant que ces produits représentent « un réel danger » et peuvent « provoquer de graves accidents » qui menacent l'intégrité physique des personnes. « Chaque année, durant la fête du Mawlid Ennabaoui Echarif, des accidents surviennent mettant en danger la vie des individus et la fête tourne au drame pour certains », souligne le ministère dans un communiqué. Il rappelle que « les produits pyrotechniques, tels que pétards, feux d'artifice, fusées représentent un danger réel et peuvent provoquer de graves accidents qui menacent votre intégrité physique, celle de votre famille, de vos amis et de vos voisins ». Le ministère de la Santé affirme, à ce titre, que « les produits pyrotechniques sont responsables de risques d'incendies (fusées, bougies), et de pollution sonore causée par la déflagration des pétards et l'impact de leurs bruits forts et répétés sur le bien-être physique et psychique des voisins, particulièrement les personnes âgées, les malades, les femmes enceintes et les enfants ». « La puissance de certaines déflagrations endommage les oreilles en entraînant la détérioration de l'ouïe, alors que le bruit gêne aussi et peut faire souffrir », explique le ministère, insistant sur les « blessures que risquent les personnes qui les manipulent (autotraumatisme) » et les « dégâts qui peuvent être occasionnés aux tiers ».

« L'explosion d'un pétard dans la main peut entraîner la perte de quelques doigts et sa projection dans l'œil peut entraîner la cécité », ajoute le ministère, relevant qu'avec ce geste « on compromet ainsi son avenir, de ne plus pouvoir exercer certains métiers et de ne plus pouvoir mener une vie normale ». Selon le ministère, les produits pyrotechniques peuvent aussi provoquer des « brûlures extrêmement graves. Les plus communes concernant les doigts, les bras, les yeux et le visage qui risque d'être défiguré ». «Votre vie ne sera plus la même, avec des blessures graves, voire irréversibles. Les brûlures du 2ème et 3ème degré laissent d'immenses cicatrices ou déforment le visage », soutient le ministère. Il explique, à ce propos, que « la projection des pétards dans les yeux provoque des traumatismes oculaires avec des blessures sérieuses (érosions, ulcérations, brûlures, éclatement du globe oculaire) entraînant ainsi des complications et des séquelles graves, comme la cécité ». Aussi, « les enfants et les adolescents sont les plus touchés par ce type d'accidents et les plus vulnérables, étant donné qu'ils ne mesurent pas l'ampleur du danger qui les guette », déplore le ministère, exhortant « les aînés » à « faire attention aux plus jeunes ».

R.N.

NUMÉRISATION, GESTION DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES, RECRUTEMENT...

L'Université algérienne accomplit des pas de géant

L'université algérienne est entrée dans une nouvelle ère prometteuse. Elle devrait toutefois réfléchir aux moyens d'améliorer davantage la qualité de l'enseignement et de soutenir encore plus la recherche scientifique...

Le Conseil a indiqué dans un communiqué, à la veille du lancement de l'année universitaire 2023-2024, qu'il «se félicite du saut qualitatif qu'a connu le secteur de l'Enseignement supérieur depuis l'arrivée du Président Tebboune, dont les résultats positifs se manifestent par le lancement de plusieurs réformes au niveau du secteur, ce qui a déclenché une grande révolution qui a contribué à hisser le niveau de l'Université algérienne, pour atteindre le rang de ses homologues au niveau arabe et régional». Ce saut qualitatif s'est manifesté également à travers «de grands pas» franchis en termes de numérisation du secteur et d'instructions strictes» de recruter directement les titulaires de magistère et de doctorat, en veillant à «réviser les statuts particuliers de l'enseignant-chercheur, et d'adopter la langue anglaise dans la recherche scientifique». L'accent a également été mis sur «une plus grande ouverture au secteur économique, avec la recommandation de renouer avec les gloires du sport universitaire, caractérisé par les compétitions collectives entre universités et cités universitaires», est-il mentionné dans le communiqué.

«La pandémique de Covid-19 a contraint les universités du monde dont l'université algérienne à chercher d'autres alternatives pour remplacer l'enseignement conventionnel (présentiel) réalisant des pas importants en matière d'enseignement à distance», y est-il a ajouté. Rappelant l'introduction de la numérisation au niveau des bibliothèques universiaires, le Conseil a souligné «l'impératif d'opter pour une gestion numérique de l'université sur les volets enseignement et administration en application des orientations du président de la République». Compte tenu des enjeux actuels et des efforts consentis, «le CNES s'est félicité de la rentrée universitaire paisible ayant marqué les trois dernière saisons universitaires depuis l'élection du président de la République soucieux, à travers ses orientations au Conseil des ministres, d'assurer une rentrée universitaire paisible et réussie», lit-on encore dans le communiqué. Saluant l'appel à « l'élaboration d'une étude globale et accomplie sur la faisabilité d'un retour graduel au système classique», le CNES a mis en avant «l'augmentation des salaires décidée au début de l'année en cours au profit du secteur ainsi que celle prévue au début de l'année prochaine». Le Conseil a appelé à «soumettre, en urgence, la mouture des statuts pour débat à l'instar des autres secteurs», affirmant sa disposition en sa qualité de syndicat à engager des pourparlers afin de concrétiser un projet fructueux à la hauteur des ambitions des enseignants et du président de la République». Dans le même contexte, le CNES a mis en exergue «la diffusion de la langue anglaise, en tant que langue universelle, en milieu universitaire», plaidant pour «la formation des enseignants universitaires ».

Y.S.

DESSALEMENT D'EAU DE MER

La station de Corso tourne à pleine capacité

La Société Algérienne d'Energie, AEC, filiale du Groupe Sonatrach, a annoncé, hier, que la station de dessalement d'eau de mer de Corso, dans la wilaya de Boumerdes, réceptionné en juillet dernier, produit actuellement à plein régime. Elle est passée à une production à pleine capacité, après avoir réalisé avec succès toutes les étapes de lancement mécanique et expérimental et assuré toutes les normes et conditions de sécurité, ainsi que l'explique l'AEC. Cette nouvelle unité alimentant les deux wilayas de Boumerdes et Alger produit désormais 80 000 m3/j , soit 80 millions de litres/jour. En franchissant cette étape, explique le communiqué, le groupe Sonatrach, à travers sa filiale la Société algérienne de l'énergie, a achevé et livré la totalité des capacités de production du programme d'urgence de dessalement de l'eau de mer de 2021. Sonatrach considère cette station comme « un défi relevé par le groupe à travers sa filiale, la Société Algérienne de l'Energie ». Il estime également avoir « gagné le pari des compétences nationales qui ont su prouver leur grande maîtrise dans toutes les étapes de réalisation jusqu'à la phase opérationnelle ». La station de dessalement de l'eau de mer de Corso devient, ainsi, la troisième station achevée et exploitée par l'effort national algérien. Elle s'étend sur une superficie globale de 6,25 hectares.

Y.S.

Mawlid Ennabawi : la journée du jeudi 28 chômée et payée

La journée du jeudi 28 septembre, correspondant à la fête du Mawlid Ennabawi, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, ainsi que des établissements et offices publics et privés, indique un communiqué de la Direction générale de la Fonction publique et de la réforme administrative diffusé hier. « A l'occasion de la fête d'El Mawlid Ennabawi et conformément à la loi n° 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, la journée du 12 Rabie el Aouel 1445 de l'Hégire, correspondant au 28 septembre 2023 est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée », précise le communiqué.

Y. B.

LE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE L'ABEF L'ÉVOQUE :

Bientôt une agence bancaire algérienne implantée en Côte d'Ivoire

Rachid Belaïd a souligné, à ce propos, que cet établissement «jouera un rôle important et aura un apport considérable dans l'accompagnement des exportateurs en premier lieu, mais aussi de la communauté algérienne établie à l'étranger pour capter son épargne».

Le Délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), Rachid Belaïd, a affirmé que la prochaine étape après l'ouverture des deux banques algériennes en Mauritanie et au Sénégal, est de s'implanter en Côte d'Ivoire. Le même responsable a affirmé que la Côte d'Ivoire abritera» rapidement» une agence bancaire algérienne, avec pour objectif d'accompagner les opérateurs économiques, notamment les exportateurs algériens, mais aussi des investisseurs voulant travailler dans ces pays de l'Afrique de l'Ouest. Revenant sur l'implantation annoncée de la filiale de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) en France, le même responsable a affirmé que le dossier «avance bien». Rachid Belaïd a souligné, à ce propos, que cet établissement «jouera un rôle important et aura un apport considérable dans l'accompagnement des exportateurs en premier lieu, mais aussi de la communauté algérienne établie à l'étranger pour capter son épargne». S'agissant du financement de l'investissement, M. Belaïd a indiqué que, contrairement aux années passées, où le financement des activités liées à l'importation prédominaient, les banques algériennes financent aujourd'hui de plus en plus l'investissement productif public et privé, soulignant que 75% des crédits accordés sont des crédits d'investissement et 25% destinés à l'exploitation. Le représentant de l'ABEF qui s'exprimait sur les ondes de la radio nationale a par ailleurs indiqué que les banques algériennes travaillent sur un large déploiement de TPE et de développement du paiement

Le Délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), Rachid Belaïd.

via mobile (mobile paiement), dans le cadre du processus de digitalisation et de modernisation des services bancaires offerts à la clientèle, parallèlement au développement du paiement par mobile. «La Société des services bancaires (SSB) a finalisé un portail qui va s'appuyer sur des prestataires agréés par le GIE Monétique pour aller vers une implémentation massive de TPE au niveau des commerçants et des opérateurs économiques», a déclaré M. Belaïd, précisant que la communauté bancaire travaillait aussi sur l'interopérabilité du paiement mobile, disponible actuellement juste en intrabancaire.» Il y a un switch mobile qui est prévu fin décembre à la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique +Satim+ et qui permettra à toutes les banques qui ont des solutions mobiles en interne d'être interopérables ce qui développera le paiement sur mobile», a-t-il fait savoir. Actuellement, le nombre de TPE en service à l'échelle nationale est de 50.840, tandis que les opérations de paiement sur ces terminaux ont atteint en août dernier 1,7 million d'opérations. Quant aux guichets automatiques de banque (ATM), ils sont au nombre de 3.770 contre 1.376 ATM en 2016, selon les données de l'ABEF. Créée en 2017 par six banques publiques (BEA, BNA, CPA, la BADR, la CNEP et la BDL), la SSB a pour missions essentielles de proposer des solutions de paiement et de services liés aux transactions interbancaires et à la monétique, en vue de contribuer à la modernisation des technologies et des services bancaires. Selon M. Belaïd, la ville nouvelle de Sidi Abdallah a été retenue comme ville pilote dans le cadre de ces opérations relatives aux paiements via TPE et le paiement mobile et dont le coup d'envoi sera donné prochainement par le ministre des Finances. Il a rappelé que le programme de modernisation des services bancaires comprend notamment l'implémentation de nouveaux systèmes d'information, le développement et l'élargissement du réseau bancaire qui compte actuellement 1.720 agences au niveau national, l'ouverture d'agences digitales, de services de mobile banking, de SMS banking et le paiement électronique et ce, «afin de rattraper le retard enregistré».

Y.B.

Takdjout plaide pour une amélioration de la situation socioprofessionnelle des travailleurs

Le nouveau secrétaire général (SG) de l'Union générale des travailleurs algériens, M. Amar Takdjout, a dévoilé sa feuille de route pour son mandat à la tête de la Centrale syndicale. Lors de sa première sortie médiatique hier, le nouveau dirigeant de l'UGTA a annoncé que son organisation présentera des propositions visant à améliorer la situation socioprofessionnelle des travailleurs.

Lors de son intervention à la Radio algérienne, M. Takdjout a tout d'abord abordé le contexte de la rentrée sociale en Algérie. Il a souligné les points positifs et les améliorations enregistrées, mais il a également évoqué les nombreuses contraintes auxquelles les travailleurs font face, en particulier le problème de l'érosion du pouvoir d'achat face à la hausse des prix. Le SG de l'UGTA a cependant souligné que cette réalité «objective» n'est pas propre à l'Algérie et qu'elle constitue un dénominateur commun à tous les pays de la planète.

Selon M. Takdjout, la question du pouvoir d'achat nécessite une réflexion approfondie, car «les augmentations accordées sont rapidement grignotées par l'inflation». «Les mécanismes en vigueur visant à préserver le pouvoir d'achat s'avèrent insuffisants. Nous avons l'intention de faire des propositions qui permettront de maîtriser les prix et préserver le train de vie des travailleurs», a-t-il indiqué.

En plus des conditions sociales des travailleurs, la centrale syndicale se préoccupe de leur santé mentale. «Nous ne devons pas nous limiter aux seules maladies professionnelles, mais nous devons prendre en charge le problème de la santé mentale des travailleurs, qui affecte la plupart d'entre eux et impacte l'économie nationale dans son ensemble», a-t-il souligné. À cet égard, il a annoncé la création d'un département composé d'experts et de médecins pour garantir le bien-être psychologique de la population active. Le secrétaire général de l'UGTA a appelé les responsables à prendre en compte les préoccupations sociales et professionnelles des travailleurs, en recommandant notamment une meilleure communication envers les citoyens pour rétablir la confiance et renforcer le front intérieur. Par ailleurs, M. Takdjout a invité les entreprises privées à respecter le droit des travailleurs à l'organisation et à la création de syndicats : «Les dirigeants d'entreprises privées qui sont organisés en patronat doivent respecter les lois de la République et accorder aux travailleurs le droit de créer leurs propres syndicats».

Y. B.

LE MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE, MADJID AMMOUR :

Servir le citoyen par le traitement «rapide et efficace» de ses préoccupations

Le Médiateur de la République, Madjid Ammour, a souligné dimanche à Naâma la nécessité d'instaurer dans l'administration et parmi les agents publics la culture de «servir le citoyen» à travers le traitement «rapide et efficace» de ses préoccupations pour améliorer ses conditions de vie. «Suivre la dynamique économique et sociale que connaît l'Algérie nécessite de gagner le pari d'écouter le citoyen, rester constamment en contact avec lui et le placer au centre de l'attention, car il participe activement au développement local», a affirmé M. Ammour, en inspectant des projets de développement, dans le cadre de la première journée de sa visite dans la wilaya. Le même responsable a souligné l'importance d'établir une coopération et une consultation continues entre les autorités locales, les associations et les citoyens pour soutenir les efforts de développement dans la wilaya, qui connaît beaucoup de réalisations significatives liées aux infrastructures, aux projets de logement et l'amélioration du cadre de vie du citoyen, en adéquation avec les aspirations de ses habitants. Il a indiqué que sa visite à Nâama était une opportunité pour rencontrer les citoyens, écouter leurs préoccupations, voir de quelle manière elles sont prises en charge et constater la concrétisation réelle des programmes de développement sur le terrain, et son impact positif dans l'effacement des disparités dans le développement. A cette occasion, le Médiateur de la République a supervisé l'inauguration de la nouvelle école primaire Chahid-Bouameur-Bouâmama à Moghrar, où il s'est enquis des conditions de prise en charge des élèves.

Il a également visité le parc public dans la commune de Djeniene Bourezg et une ferme agricole d'une superficie de 40 hectares. En inspectant d'autres projets, tels que les travaux de rénovation et de raccordement des différents réseaux au niveau des 3.500 îlots des lotissements sociaux et d'aménagement urbain du quartier du 17 Octobre à Aïn Sefra, M. Ammour a rappelé que la wilaya a un grand potentiel en matière d'investissement, notamment des fonciers agricole, touristique et industriel vacants. Il a appelé les autorités locales et les élus à attirer les investisseurs et à créer un tissu industriel de transformation en adéquation avec la vocation de la wilaya, qui dispose d'importantes richesses animales et des ressources agricoles, minières, minérales et autres. La Médiation de la République accompagne les investisseurs en répondant à leurs préoccupations et en leur trouvant des solutions immédiates à travers son portail numérique, a assuré M. Ammour, indiquant que cela s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat pour encourager l'investissement et les investisseurs. La visite du Médiateur de la République à Naâma devait se poursuivre hier par l'inspection du siège de la délégation du Médiateur de la République dans la wilaya et d'autres projets de développement dans les communes de Naâma, Makmen, Benammar et Mecheria, ainsi que par une rencontre avec des représentants de la société civile.

Avec APS

AUTOROUTE EST-OUEST

SURVEILLANCE ET MAINTENANCE PRÉVENTIVES

UNE CONVENTION sera prochainement signée entre le Laboratoire des travaux publics de l'Ouest (LTPO) et l'Algérienne des autoroutes (ADA), le but étant d'exploiter le laboratoire ambulant pour l'analyse et la surveillance des infrastructures routières, de surveiller l'état de l'autoroute est-ouest et d'intervenir préventivement pour sa maintenance, a indiqué à l'APS le directeur général du laboratoire, Mohamed Reda Chekroun. «Ce laboratoire ambulant, mis en service en 2022 et présent uniquement en Algérie et en Afrique du Sud, sera exploité dans la surveillance de l'état de l'autoroute», a précisé M. Chekroun en marge d'une conférence sur «la numérisation et la surveillance des infrastructures à travers l'utilisation de la modélisation d'informations du bâtiment (BIM)». «L'autoroute nécessite des opérations de surveillance en utilisant ce laboratoire ambulant au moins une fois par an, afin d'avoir une base de données à cet effet, qui permet d'intervenir en temps opportun, et partant de réduire considérablement les coûts d'entretien», a-t-il ajouté. Il a, en outre, affirmé que cette technique avancée n'a été exploitée que pour un tiers des routes en Algérie, soulignant la surveillance par le laboratoire ambulant de «près de 15.000 km de routes depuis sa mise en service». Et d'ajouter que l'acquisition de ce dispositif pouvant vérifier l'état de 300 km de routes/jour, s'est faite en fonction des besoins du vaste réseau routier en Algérie, qui nécessite des opérations de surveillance pour leur maintenance. Ce laboratoire équipé et polyvalent, destiné à l'analyse et au diagnostic des chaussées, des infrastructures routières et des aérodromes, «a joué un rôle important dans divers projets des travaux publics dans plusieurs wilayas, ainsi qu'au niveau de nombre d'aéroports», a-t-il soutenu. Le véhicule-laboratoire est considéré comme «un moyen rapide et efficace dans le suivi de l'évolution de l'état des routes avec une grande précision et dans l'intervention préventive pour leur maintenance, d'autant que ledit véhicule permet de détecter des fissures dans la route, même si elles font un millimètre», a précisé M. Chekroun.

ELLE EST CONSIDÉRÉE COMME UNE PRIORITÉ MAJEURE

Cap sur la sécurité industrielle

L'amélioration de la sécurité industrielle a toujours compté parmi les préoccupations prioritaires des entreprises. Mais souscrivent-elles une assurance ? Sont-elles suffisamment outillées pour pouvoir assurer une sécurité optimale ? L'assurance est un domaine mal perçu par le chef d'entreprise...

La 5e édition du Salon de la sûreté et de la sécurité «Secura North Africa-2023», organisée, il y a quelques jours, à la Safex, a été marquée par une participation internationale de plusieurs pays, dont la France, la Chine, le Pakistan, l'Italie, la Grande-Bretagne et la Tunisie.

Elle a constitué une occasion opportune pour sensibiliser investisseurs et industriels à la nécessité de respecter les consignes de sécurité dans les installations et plateformes industriels. L'amélioration de la sécurité industrielle a toujours compté parmi les préoccupations prioritaires des entreprises. Mais souscrivent-elles une assurance ? Sont-elles suffisamment outillées pour pouvoir assurer une sécurité optimale ? L'assurance est un domaine mal perçu par le chef d'entreprise. Le chef d'entreprise souscrit une assure. Mais est ce qu'il le fait avec toute la panoplie de ce que peux représenter l'assurance ?

Les opérateurs se soucient aujourd'hui, pour leurs investissements, se couvrant contre les risques industriels (les accidents et risques divers). C'est une branche qui dégage de la croissance ces dernières années, même si ses performances demeurent en deçà des potentialités du marché, signe que les réflexes ont changé, dans le camp des industriels. Ils ont, en fait, évolué, mais pas considérablement ; il y a toujours des chefs d'entreprises qui contractent un minimum d'assurance, à la manière du particulier, souscrivant à l'obligatoire. Le facultatif, seules quelques entreprises (les groupes industriels) y souscrivent. Les rasions en sont diverses.

Dans une économie en restructuration, de nombreuses sociétés font face à des contraintes financières, une situation qui fait que l'ordre des propriétés, dans une entreprise, change. Et, souvent, le manager, ne s'offrant pas de choix multiples, se met à tailler dans ses ressources, réduisant drastiquement le budget assurances. L'idée fondamentale est de dégager une synergie dans le secteur industriel à travers un accompagnement durable des Pme, car, le problème qui se pose aujourd'hui dans ce secteur, c'est le fait de ne pas accorder de l'importance à la prévention. Certes, de nombreuses entreprises se font certifier, en matière de sécurité industrielle, et des groupes industriels ont introduit le HSE, des normes de sécurité universelles, qu'ils vulgarisent en interne, mais, il reste beaucoup à faire, parce qu'une bonne partie de Pme, évolue à la marge du développement de normes de sécurité.

D'évidence, la prévention intéresse les assureurs puisqu'elle réduit les indemnités qu'un assureur aura à supporter. Mais, elle intéresse aussi les assurés à un double titre. Explications : réduisant le coût total des sinistres, un travail de prévention bien élaboré doit se matérialiser par une diminution des tarifs des assureurs et, du coup, des cotisations demandées aux assurés pour financer la mutualité des risques. Cette corrélation ne semble cependant pas suffisamment vulgarisée. Il y a toujours des chefs d'entreprises pour qui, une assurance n'est pas une priorité dans leur stratégie managériale. Pourtant, la prise en charge de dégâts provoqués par un incendie, par exemple, dans une usine, est beaucoup plus onéreuse qu'une prime d'assurance.

Les dégâts, ils n'en prennent conscience, qu'une fois le « feu à la maison «. Et des managers qui demandent une souscription d'assurance, après une catastrophe, des assureurs en connaissent.

D'autres s'inscrivant dans des stratégies prospectives, englobant certain nombre de paramètres dont l'assurance, ont compris qu'une assurance ne peut être que dans l'intérêt de l'entreprise. Cela, les assureurs, l'ont également compris. Aussi, ils sont incités à faire dans la prévention, à mieux vendre leurs produits aux industriels, à être à l'écoute des chefs d'entreprises. Un sinistre efficacement cerné, rapidement circonscrit, fera que la production reprenne, après une catastrophe, et que le chef d'entreprise ait confiance en l'assureur.

Les indicateurs de sécurité montrent une baisse des accidents avec cependant une dégradation équivalente du taux de gravité. En revanche le taux de gravité accuse une dégradation de 3.8%. Des efforts importants restent cependant à accomplir en matière de respect des règles de sécurité, en particulier en direction du personnel des chantiers travaillant pour les filiales travaux dont les réalisations sur les paramètres sécurité représentent presque le double de la moyenne du Groupe.

Youcef Salami

Internet : les progressions réalisées depuis 2020

Le ministère de la Poste et des Télécommunications, via une publication sur sa page Facebook, a révélé les chiffres réalisés depuis le début de l'année 2020 jusqu'au mois de septembre actuel. Des chiffres qui démontrent les progrès fait dans ce secteur. Selon les informations données, le nombre de foyers raccordés au réseau internet fixe est passé de 3,5 millions à 5,3 actuellement.

Selon le nouvel objectif tracé, les responsables d'Algérie Telecom espèrent atteindre plus de 6 millions d'abonnés en 2024. Alors que le réseau internet fixe couvrait 40% des foyers, une progression de 20% a été atteinte. Pour ce qui est de la consommation des données internet, les chiffres ont tout simplement progressé de 130%. Ainsi, on est passé d'une consommation de 3,7 gigabytes/mois à 8,6 gigabytes/mois. Concernant le prix de la connexion internet fibre, il faut savoir que le coût a baissé de 70%. Facturés à 10.000 DA, les 100 Mbps par mois, ils sont désormais à 3000 DA. Les offres faites par Algérie Telecom ont permis à plusieurs clients d'opter pour cette formule. Les abonnements téléphoniques mobiles sont passés, toujours selon le dernier rapport du ministère, de 37 millions à 45 millions alors que les utilisateurs de l'internet mobile sont passés de 28 millions à 33 millions. Maintenant qu'ils ont fait le point sur les chiffres de ces dernières années, plus exactement du début de l'année 2020 jusqu'à aujourd'hui, les responsables de ce secteur ont tracé une nouvelle feuille de route à suivre et se sont fixé de nouveaux objectifs comme il a été mentionné. Avec tous les efforts fournis sur le terrain, c'est lors des prochains mois qu'on saura si ce défi a été réalisé avec brio ou s'il va falloir plus de temps pour atteindre les chiffres souhaités.

R.E.

NAAMA

Appel à une concertation continue entre les autorités locales et les citoyens

Le rôle de la Médiation de la République est entre autres d'accompagner les investisseurs en répondant à leurs préoccupations. Les autorités locales, elles, ont désormais pour mission importante d'attirer les investisseurs dans leur région.

Le Médiateur de la République, Madjid Ammour, a souligné dimanche à Naâma la nécessité d'instaurer dans l'administration et parmi les agents publics la culture de "servir le citoyen" à travers le traitement "rapide et efficace" de ses préoccupations pour améliorer ses conditions de vie. Suivre la dynamique économique et sociale que connaît l'Algérie nécessite de gagner le pari d'écouter le citoyen, rester constamment en contact avec lui et le placer au centre de l'attention, car il participe activement au développement local", a affirmé M. Ammour, en inspectant des projets de développement, dans le cadre de la première journée de sa visite dans la wilaya. Le même responsable a souligné l'importance d'établir une coopération et une consultation continues entre les autorités locales, les associations et les citoyens pour soutenir les efforts de développement dans la wilaya, qui connaît beaucoup de réalisations significatives liées aux infrastructures, aux projets de logement et l'amélioration du cadre de vie du citoyen, en adéquation avec les aspirations de ses habitants. Il a indiqué que sa visite à Nâama était une opportunité pour rencontrer les citoyens, écouter leurs préoccupations, voir de quelle manière elles sont prises en charge et constater la concrétisation réelle des programmes de développement sur le terrain, et son impact positif dans l'effacement des disparités dans le développement. A cette occasion, le Médiateur de la République a supervisé l'inauguration de la nouvelle école primaire "ChahidBouameurBouâmama" à Moghrar, où il s'est enquis des conditions de prise en charge des élèves. Il a également visité le parc public dans la commune de DjenieneBourezg et une ferme agricole d'une superficie de 40 hectares. En inspectant d'autres projets, tels que les travaux de rénovation et de raccordement des différents réseaux au niveau des 3.500 îlots des lotissements sociaux et d'aménagement urbain du quartier du 17 octobre à Aïn-Sefra, M. Ammour a rappelé que la wilaya a un grand potentiel en matière d'investissement, notamment des fonciers agri-

cole, touristique et industriel vacants. Il a appelé les autorités locales et les élus à attirer les investisseurs et à créer un tissu industriel de transformation en adéquation avec la vocation de la wilaya, qui dispose d'importantes richesses animales et des ressources agricole, minière, minérale et autres.

La Médiation de la République accompagne les investisseurs en répondant à leurs préoccupations et en leur trouvant des solutions immédiates à travers son portail numérique, a assuré M. Ammour, indiquant que cela s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat pour encourager l'investissement et les investisseurs. La visite du Médiateur de la République à Naâma se poursuivra lundi par l'inspection du siège de la délégation du Médiateur de la République dans la wilaya et d'autres projets de développement dans les communes de Naâma, Makmen, Benammar et Mecheria, ainsi que par une rencontre avec des représentants de la société civile.

R.R.

POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE SERVICE

Une délégation du ministère de l'Hydraulique à Skikda

Une délégation du ministère de l'Hydraulique est arrivée dimanche à Skikda pour s'enquérir des besoins du secteur afin d'œuvrer à améliorer la qualité du service public au profit du citoyen, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La visite vient "consacrer l'effort des hautes instances du pays visant à améliorer les conditions de vie des citoyens à travers l'étude de la situation des projets du secteur de l'hydraulique, à l'échelle locale", a précisé la même source. Parmi les projets importants étudiés avec le wali de Skikda Mme HouriaMeddahi et les directeurs de wilaya concernés figure l'opération de réalisation d'une station de dessalement d'eau de mer à Collo (Ouest de Skikda) d'une capacité de 300.000 m3 par jour, ont indiqué les services de la wilaya, qui ont souligné l'importance d'accélérer l'achèvement de l'étude relative au projet qui revêt une importance dans la valorisation de la ressource en eau.

Il a été procédé également à l'étude d'une proposition de transfert de la gestion de la station de traitement de l'eau potable de HamadiKrouma à l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) et accélérer ainsi le transfert de la gestion de la station de dessalement d'eau de mer de la commune d'El Marsa à l'unité de l'ADE.L'accent a été mis aussi sur l'importance d'accélérer la réalisation de la station d'épuration des eaux usées et de la mettre en service pour garantir la propreté des plages à partir de la cité Larbi Ben M'hidi au chef-lieu de wilaya jusqu'à la commune de Filfila. Selon la même source, le retard enregistré dans la conduite du projet de rénovation du réseau d'eau potable dans la commune de Collo et autres projets ont été évoqués à cette occasion.

Au cours de cette rencontre, Mme Meddahi a réitéré son engagement à veiller à la concrétisation de ces projets considérés comme importants dans l'amélioration du système d'alimentation en eau potable (AEP) d'autant que des régions de la wilaya souffrent de perturbations en matière d'approvisionnement en cette substance vitale, a-t-on fait savoir.

APS

FORMATION PROFESSIONNELLE : KHENCHELA ET SÉTIF

Deux expositions sur les réalisations du secteur

Deux expositions sur le bilan des activités et réalisations du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et les différentes offres ouvertes pour les jeunes au titre de la rentrée d'octobre 2023 ont été organisées dimanche dans les wilayas de Khenchela et de Sétif. A Khenchela, le secrétaire général de la wilaya Abdelmalek Aissaoui accompagné du directeur local de la formation et de l'enseignement professionnels, Abdelaziz Kadri, a procédé à l'ouverture d'une exposition visant à mettre en avant les efforts du secteur et encourager les jeunes à s'inscrire dans les différentes offres de formation disponibles. L'exposition organisée à l'Office des établissements de jeunes Odej du 24 au 30 septembre courant est marquée par la participation d'établissements du secteur de la formation professionnelle à savoir les différents instituts, centres et annexes de formation existant à travers les 21 communes de la wilaya. Les représentants des structures participantes ont organisé des ateliers de formation et exposé les différents moyens pédagogiques utilisés dans les spécialités considérées comme prioritaires pour l'économie nationale. Il a été procédé aussi à la réservation d'espaces pour mettre en avant les efforts déployés par le secteur pour promouvoir la formation dans la wilaya en distribuant des prospectus et des affiches expliquant les procédures à suivre pour rejoindre les centres de formation. Dans une déclaration à l'APS, le directeur local de la formation et de l'enseignement professionnels a indiqué que "la manifestation constitue une opportunité pour sensibiliser les citoyens, les jeunes notamment sur les différentes spécialités introduites par le secteur et mettre en exergue également le rôle de la formation professionnelle dans l'acquisition de compétences et la facilitation du processus de l'insertion professionnelle". Les festivités du salon de wilaya sur la formation et l'enseignement professionnels ont été ouvertes aussi à la salle des expositions du parc d'attraction de Sétif sous le slogan "défis du renouveau économique" avec la participation d'un nombre considérable de partenaires économiques. En marge de cette manifestation dont le coup d'envoi a été donné par le wali Mustapha Limani qui était accompagné des autorités locales, le directeur de wilaya de la formation et de l'enseignement professionnels, Dris Abdelkrim a déclaré à l'APS que "l'évènement est organisé en collaboration et en partenariat avec plusieurs acteurs concernés et opérateurs économiques en rapport avec le thème de la formation, faisant état de 50 pavillons installés dans ce cadre par les secteurs public et privé". Il a ajouté que la manifestation s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la rentrée professionnelle "session octobre 2023" en exécution des orientations du ministère de tutelle visant à faire connaitre aux citoyens les moyens humain et matériel dont dispose le secteur ainsi que les opportunités de partenariat avec les différentes entreprises économiques . La manifestation vise aussi à mettre en avant la relation entre les secteurs de la formation et de l'enseignement professionnels et les entreprises économiques en vue de les encourager à capter le maximum des demandeurs de formation, selon le même responsable. A cette occasion, le chef de l'exécutif local a donné le coup d'envoi de deux caravanes de sensibilisation sur ce même thème, une vers la commune d'El Eulma et ses environs (Est de Sétif) et l'autre à destination de la commune d'Ain El Kebira au nord de la wilaya qui devront sillonner, une semaine durant, les quatre coins de la wilaya notamment les régions enclavées, en insistant surtout sur la sensibilisation de la femme au foyer sur les différentes opportunités de formation disponibles.

APS

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION : UNIVERSITÉ DE SÉTIF

Accord de coopération avec la China National Building Material

Une convention de coopération et d'échanges scientifiques et technologiques a été signée, dimanche à Sétif, entre l'université Ferhat-Abbas (Sétif 1) et la China National Building Material (CNBM), prévoyant, notamment, la création d'un laboratoire algéro-chinois des matériaux de construction. Le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Bouhicha, a indiqué, en marge de la cérémonie de signature, à l'université Sétif 1, que cette initiative "s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de coopération entre l'Algérie et la République populaire de Chine, deux pays qui entretiennent des relations étroites depuis 65 ans".Il a également souligné que cette convention de coopération permettra la mise en place, à Sétif, d'un laboratoire algéro-chinois des matériaux de construction qui sera le premier du genre en Afrique.

APS

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMI

L'ONU APPELLE À L'ENTRÉE L'INTERDICTION COMPLÈT

Un monde exempt d'armes nucléaires est l'un des objectifs prioritaires de l'Organisation des Nations Unies en matière de désarmement. Dans son message marquant la Journée internationale contre les essais nucléaires, le Secrétaire général de l'ONU António Guterres a appelé les principaux pays à ratifier le traité international qui interdit les expériences à des fins pacifiques et militaires. « Il faut renforcer le régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires, notamment au moyen des traités sur la non-prolifération ou l'interdiction des armes nucléaires », a souligné le chef de l'ONU. Et d'ajouter : « Il faut que tous les pays qui n'ont pas encore ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires le fassent sans délai, et que les États qui possèdent des armes nucléaires observent un moratoire sur ces essais. Il faut prendre en compte l'évolution de l'ordre nucléaire et clarifier les limites floues séparant armes stratégiques et armes classiques et le lien existant avec les technologies nouvelles et naissantes ». Cette question était, en effet, déjà inscrite dans la première résolution de l'Assemblée générale en 1946, qui établit aussi la Commission de l'énergie atomique des Nations Unies (dissoute en 1952), ayant pour mandat de réfléchir à des mesures spécifiques pour le contrôle de l'énergie nucléaire et l'élimination de tout type d'armes de destruction massive. En 1959, l'Assemblée générale a appuyé la nécessité d'un désarmement général et complet. Depuis, elle travaille sans relâche pour faire avancer le désarmement nucléaire, qui reste une question à l'ordre du jour encore aujourd'hui et parmi l'une des priorités des Nations Unies. Le désarmement nucléaire a dominé aussi, à partir de 1975, la conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). En 1978, la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a réaffirmé que des mesures efficaces en matière de désarmement nucléaire constituaient la plus haute priorité, appuyée ensuite par l'ensemble des Secrétaires généraux des Nations Unies.

Pourtant, à ce jour, il reste environ 12 512 armes nucléaires dans le monde et les pays qui possèdent de tels armements ont financé des plans à long terme pour les moderniser. Plus de la moitié de la population mondiale vit dans des pays qui possèdent de telles armes ou font partie d'alliances nucléaires. Alors qu'on a assisté à d'importantes réductions des armes nucléaires déployées depuis la guerre froide, aucune ogive nucléaire n'a été détruite en vertu d'un traité bilatéral ou multilatéral, de même qu'aucune négociation en vue du désarmement nucléaire n'a été pour le moment initiée.

A ce jour, il reste environ 12 512 armes nucléaires dans le monde, et les pays qui possèdent de tels armements ont financé des plans à long terme pour les moderniser. Plus de la moitié de la population mondiale vit dans des pays qui possèdent de telles armes ou font partie d'alliances nucléaires.

METTRE FIN À LA MENACE NUCLÉAIRE

Parallèlement, la doctrine de la dissuasion nucléaire persiste en tant qu'élément des politiques de sécurité de tous les États détenteurs et de nombre de leurs alliés. Le cadre international de contrôle des armements, qui a contribué à la sécurité internationale depuis la guerre froide et qui a servi de frein à l'utilisation des armes nucléaires et fait progresser le désarmement nucléaire, est soumis à des tensions croissantes. Le 2 août 2019, le retrait des États-Unis a signifié la fin du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, par lequel les États-Unis et la Fédération de Russie s'étaient précédemment engagés à éliminer une classe entière de missiles nucléaires.

En outre, la Fédération de Russie a annoncé le 21 février 2023 qu'elle suspendait sa participation au Traité sur les mesures visant à renforcer la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs (« New START »). La prorogation du traité jusqu'en février 2026 avait donné la possibilité aux détenteurs des deux plus grands arsenaux nucléaires de s'entendre sur de nouvelles mesures de maîtrise des armements. Les États Membres sont de plus en plus frustrés par ce qui est perçu comme un désarmement nucléaire tardif, incertain et incomplet. Cette frustration fait écho aux préoccupations croissantes liées aux conséquences humanitaires potentielles en cas d'utilisation même d'une seule arme nucléaire, sans parler des conséquences catastrophiques que pourraient engendrer une véritable guerre nucléaire régionale ou mondiale. C'est pourquoi, l'Assemblée générale a décidé de déclarer le 26 septembre Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires. Cette journée est l'occasion pour la communauté internationale de réaffirmer son engagement en faveur du désarmement nucléaire mondial et de reconnaître l'urgence d'y parvenir. Elle permet également de sensibiliser le grand public, ainsi que les dirigeants, aux avantages socio-économiques d'un monde exempt d'armes nucléaires. Cette Journée est particulièrement importante pour l'Organisation des Nations Unies, étant donné la nature universelle de ses membres. Il s'agit du lieu idéal pour trouver des solutions aux plus grands défis de l'humanité et pour parvenir à la paix et la sécurité internationales.

Conformément à la résolution 68/32 de l'Assemblée générale, l'objectif de la journée est donc de promouvoir et atteindre l'élimination totale des armes nucléaires en renforçant la sensibilisation et l'éducation du public sur la menace que représentent ces armes pour l'humanité et sur la nécessité de leur élimination totale. Elle encourage enfin la communauté internationale à redoubler d'efforts pour parvenir finalement à l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires. Par sa résolution 68/32, à la suite de sa réunion de haut niveau sur le désarmement nucléaire - tenue le 26 septembre 2013 à New York -, l'Assemblée générale a proclamé le 26 septembre Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires. Cette résolution demande également que des négociations commencent au plus tôt, dans le cadre de la Conférence du désarmement, en vue de l'adoption rapide d'une convention globale relative aux armes nucléaires interdisant la détention, la mise au point, la fabrication, l'acquisition, la mise à l'essai, l'accumulation, le transfert et l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes et prévoyant leur destruction. Avec la résolution, l'Assemblée générale a aussi déployé toute une série d'efforts visant à sensibiliser le public et à renforcer l'engagement international sur les questions de désarmement nucléaire. En 2009, elle a de plus proclamé le 29 août Journée internationale contre les essais nucléaires (résolution 64/35). En 2014, l'Assemblée générale a réitéré (par sa résolution 69/58) son inviation à tous les États Membres, le système des Nations Unies et la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, les milieux universitaires, les parlementaires, les médias et les particuliers, à marquer et à promouvoir la journée par toutes sortes d'activités d'information et de sensibilisation du public. Une demande qui figure dans d'autres résolutions. Pour célébrer la journée, les Nations Unies organisent et soutiennent des événements aussi bien à New York qu'à Genève. Les centres d'information des Nations Unies dans le monde sont encouragés à leur tour à sensibiliser le public sur la question de l'élimination totale des armes nucléaires.

LE DRAME DES ESSAIS NUCLÉAIRES

En 1945, deux bombes atomiques ont détruit les villes d'Hiroshima et de Nagasaki, au Japon, tuant 213 000 personnes. L'année suivante, soit en 1946, dans sa toute première résolution, l'Assemblée générale a fait du désarmement nucléaire l'un des principaux objectifs des Nations Unies. En 1959, l'Assemblée générale a inscrit le désarmement nucléaire dans le cadre de l'objectif plus global d'un désarmement général et complet sous un contrôle

internationa
Il s'agit de la
blée général
des États Me
té interdisa
dans l'atmos
sphérique et
le nom de T
essais nucléa
Des discuss
l'Union sov
États-Unis s
ment d'urge
siles de Cuba
armements
de Cuba de 1
latino-améri
terdiction de
latine et dan
co), qui a
d'armes nuc
peuplée. L'As
sa première
au désarmem
États Memb
ultime comm
et complet s
cace » et que
mement nuc
re nucléaire
En 1985, le P
me zone exe
de Rarotong
renoncé vol
d'armes nuc
de Lisbonne
armes straté
Kazakhstan
rement aux
sion après la
À la Conféren
TNP de 1995
vote les déci
du Traité, « L
men du Trait
tifs à la non-
nucléaires »
Moyen-Orien
la troisième
(Traité de Ba
En 1996, l'A
zone exemp
Pelindaba).
générale, la
rendu un av
menace ou d
Le Traité d'
nucléaires es
rence d'exam
ties ont ado
progressives
En 2006, l'A
quième zon
(Traité sur
nucléaires en
taire général
a annoncé
atteindre le
plus tard, à la
2010, les Éta
tion en 64 p
Traité - dés
ration nucléa
l'énergie nu
pour mettre
visant la créa
exempte d'
générale a t
réunion de
nucléaire. L'A
lution 68/32
serait la Jour

NATION TOTALE DES ARMES NUCLÉAIRES

EN VIGUEUR DU TRAITÉ SUR TE DES ESSAIS NUCLÉAIRES

l efficace (résolution 1378 (XIV)). a première résolution de l'Assem- e à être parrainée par l'ensemble embres de l'ONU. En 1963, le Trai- nt les essais d'armes nucléaires sphère, dans l'espace extra-atmo- sous l'eau, également connu sous Traité d'interdiction partielle des aires, a été ouvert à la signature. ions de plusieurs années entre iétique, le Royaume-Uni et les e sont déroulées avec un senti- nce à la suite de la crise des mis- a en 1962. En 1967, la course aux nucléaires et la crise des missiles 962 ont incité les gouvernements cains à négocier le Traité sur l'in- es armes nucléaires en Amérique s les Caraïbes (Traité de Tlatelol- créé la première zone exempte léaires au sein d'une région très ssemblée générale a tenu en 1978 session extraordinaire consacrée ment. Dans le document final, les res ont affirmé que leur objectif nun est « un désarmement général ous un contrôle international effi- « des mesures efficaces de désar- léaire et de prévention de la guer- ont la plus haute priorité ».

acifique Sud est devenu la deuxiè- empte d'armes nucléaires (Traité ga). En 1991, l'Afrique du Sud a lontairement à son programme léaires. En 1992, par le Protocole et le Traité sur la réduction des giques (START I), la Biélorussie, le et l'Ukraine ont renoncé volontai- armes nucléaires en leur posses- dissolution de l'Union soviétique. nce d'examen et de prorogation du 5, les États parties ont adopté sans sions sur la prorogation indéfinie Renforcement du processus d'exa- té » et « Principes et objectifs rela- -prolifération et au désarmement , ainsi que « Résolution sur le nt ». L'Asie du Sud-Est est devenue zone exempte d'armes nucléaires angkok).

frique est devenue la quatrième te d'armes nucléaires (Traité de À la demande de l'Assemblée Cour internationale de Justice a vis consultatif sur la licéité de la le l'emploi d'armes nucléaires.

interdiction complète des essais st ouvert à la signature. À la Confé- nen du TNP de 2000, les États par- opté treize mesures pratiques et s pour un désarmement nucléaire. Asie centrale est devenue la cin- ne exempte d'armes nucléaires une zone exempte d'armes n Asie centrale). En 2008, le Secré- l des Nations Unies, Ban Ki-moon, son plan en cinq points pour désarmement nucléaire. Deux ans a Conférence d'examen du TNP de ts parties ont adopté un plan d'ac- oints couvrant les trois piliers du armement nucléaire, non-prolifé- aire et utilisations pacifiques de léaire - et des mesures pratiques en œuvre la résolution de 1995 ation au Moyen-Orient d'une zone armes nucléaires. L'Assemblée enu en 2013 sa toute première haut niveau sur le désarmement Assemblée générale, dans sa réso- 2, a déclaré que le 26 septembre rnée internationale pour l'élimina-

tion totale des armes nucléaires. L'Assemblée générale, conformément à la résolution 67/56, convoque un groupe de travail à composition non limitée chargé de faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire. L'Assemblée générale, conformément à la résolution 70/33, convoque en 2016, un deuxième groupe de travail à composition non limitée chargé de faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire.

Le 7 juillet 2017, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est adopté. C'est le premier instrument multilatéral juridiquement contraignant pour le désarmement nucléaire à avoir été négocié en 20 ans. En 2018 le Secrétaire général de l'ONU a lancé « Assurer notre avenir commun : un agenda pour le désarmement ». L'Agenda traite de l'élimination des armes nucléaires dans le cadre du « désarmement pour sauver l'humanité ». L'année 2020 a marqué le cinquantième anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Le traité sur l'interdiction des armes nucléaires entre en vigueur le 22 janvier 2021. Le 3 février, les parties sont convenues de proroger jusqu'au 4 février 2026 le Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (« New START »). En 2022, lors de la première réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TPNW), les États parties ont adopté la « Déclaration de Vienne » réaffirmant leur détermination à parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires. En outre, le « Plan d'action de Vienne » a été adopté pour faciliter la mise en œuvre efficace et rapide du Traité et de ses objectifs.

La dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) s'est tenue au siège des Nations Unies du 1er au 26 août 2022. Elle n'est pas parvenue à un consensus sur un document final de fond. La Fédération de Russie a annoncé le 21 février 2023 qu'elle suspendait sa participation au Traité sur les mesures visant à renforcer la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs (« New START »). La première session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires s'est tenue au Centre international de Vienne du 28 juillet au 11 août 2023. La deuxième réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires aura lieu au Siège de l'ONU à New York du 27 novembre au 1er décembre 2023. A l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires le secrétaire général de l'ONU António Guterres a déclaré que le seul moyen d'éliminer le risque nucléaire est d'éliminer les armes nucléaires. Œuvrons ensemble pour, une fois pour toutes, bannir des livres d'histoire ces engins de destruction.

UNE CATASTROPHE HUMANITAIRE

Le Secrétaire général de l'ONU a appelé les Etats membres à rejeter l'idée selon laquelle « le désarmement nucléaire serait un rêve utopique impossible ». Alors que réapparaissent les menaces d'utilisation de « la puissance la plus destructrice jamais créée », António Guterres a appelé à une nouvelle vision du désarmement et de la non-prolifération nucléaires, lors d'une réunion de haut niveau organisée au siège des Nations Unies pour commémorer cette journée. « L'ère du chantage nucléaire doit prendre fin », a martelé le chef de l'ONU. Rappelant qu'un mois plus tôt, il avait rendu visite, à Hiroshima, au Japon, aux « courageux survivants » de l'attaque de 1945, de moins en moins nombreux, mais « porteurs d'un message de plus en plus fort », il a fustigé des armes qui n'offrent « aucune sécurité, mais seulement le carnage et le chaos ». Revisitant le souvenir d'une Guerre froide qui a mené « l'humanité au bord de l'anéantissement », il a déploré que des décennies après la chute du mur de Berlin, « on brandisse à nouveau les sabres nucléaires ». « L'idée qu'un pays, quel qu'il soit, prétende gagner une guerre nucléaire tient de la folie », a-t-il déclaré, redoutant un Armageddon humanitaire, et appelant les nations à prendre du recul. Le Secrétaire général a reconnu que malgré leur engagement significatif le mois dernier, les parties au traité sur la non-prolifération se sont approchées d'un consensus substantiel sans pour autant le réaliser. « Nous sommes déçus, mais nous n'abandonnerons pas », a-t-il promis, exhortant les Etats à utiliser toutes les voies du dialogue, de la diplomatie et des négociations pour apaiser les tensions, réduire les risques et éliminer la menace nucléaire. Cet objectif, à son sens, exige une nouvelle vision du désarmement et de la non-prolifération nucléaires conforme à l'Agenda pour la Paix, qui prône un désarmement significatif et une meilleure compréhension commune des multiples menaces. Elle implique de tenir compte de l'évolution de l'ordre nucléaire, y compris de tous les types d'armes de cette catégorie et de leurs vecteurs. Cette vision doit appréhender les frontières floues entre les armes stratégiques et conventionnelles, et les liens entre ces dernières avec les nouveaux domaines de la cybersécurité et de l'espace extra-atmosphérique. António Guterres s'est engagé à travailler en étroite collaboration avec tous les Etats membres pour forger un nouveau consensus sur le meilleur moyen de désamorcer collectivement ces menaces. « Sans l'élimination des armes nucléaires, il ne peut y avoir de paix, il ne peut y avoir de confiance ni d'avenir durable », a-t-il dit, exhortant les Etats à conclure le débat général annuel de l'Assemblée générale des Nations Unies par un nouvel engagement envers un avenir pacifique. Csaba Kőrösi, président de l'Assemblée générale des Nations Unies, a noté l'augmentation des investissements dans les armes nucléaires, un arsenal mondial de 13.000 ogives, alors que « tant de gens peinent à trouver à manger, à éduquer leurs enfants et à se chauffer ». Il a présenté comme une priorité, et un principe inébranlable, le maintien du Traité de non-prolifération comme base de toutes les négociations futures et encouragé les Etats qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le traité sur l'arrêt des essais nucléaires. « Les négociations sur un traité concernant les matériaux fissiles ont trop attendu », a-t-il ajouté.

Par Amel B. et Agences

Soudan : plus de 114 000 personnes déplacées en une semaine

Plus de 114 000 personnes ont été déplacées au cours de la semaine dernière au Soudan, a fait savoir ce vendredi dernier, le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Ocha). Dans son rapport sur la situation humanitaire au Soudan, l'Ocha a indiqué qu'en raison de la poursuite des hostilités entre l'armée régulière soudanaise et les paramilitaires des Forces de soutien rapide, près de 5,3 millions de personnes ont fui leurs foyers vers l'intérieur du Soudan ou au-delà des frontières, depuis avril dernier. « Au Soudan, plus de 4,2 millions de personnes ont été déplacées vers 3 929 centres d'accueil dans les 18 États que compte le pays », précise le rapport de l'agence onusienne.
Et l'Ocha d'ajouter : « Environ 114 700 personnes ont été déplacées au cours de la seule semaine dernière ». Le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies a indiqué, en outre, que « plus d'un million de personnes ont rallié les pays voisins, notamment l'Égypte, l'Éthiopie, le Tchad, le Soudan du Sud et l'Afrique centrale ». Il a déploré que « l'appel humanitaire lancé par les Nations unies n'est financé qu'à hauteur de 31% ». Le 17 mai, l'Onu et ses agences humanitaires ont lancé un appel de fonds de 2,6 milliards de dollars pour financer le plan de réponse humanitaire au Soudan. Malgré une série de trêves, les combats entre l'armée régulière soudanaise et les Forces de soutien rapide se poursuivent depuis la mi-avril. Le conflit a fait plus de 3 000 morts, pour la plupart des civils, alors que 5,3 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, dont plus d'un million contraintes de fuir vers les pays voisins, selon l'Onu.

In Agence Anadolu

INONDATIONS EN LIBYE

Huit responsables placés en détention provisoire

Deux semaines après les inondations meurtrières qui ont frappé la Libye, faisant près de 4 000 morts, la justice poursuit son enquête pour établir des responsabilités.

Le Procureur général de Libye a ordonné le placement en détention provisoire de huit responsables libyens dans le cadre d'une enquête sur la rupture des deux barrages ayant entraîné les inondations meurtrières de Derna le 10 septembre, a annoncé son bureau lundi 25 septembre. Les huit personnes, occupant ou ayant occupé des postes à responsabilité au sein du département des ressources hydrauliques ou celui de la gestion des barrages en Libye, sont soupçonnées entre autres de « mauvaise gestion » et de « négligence », a précisé le bureau du Procureur dans un communiqué. Le maire de Derna Abdulmonem al-Ghaithi, démis de ses fonctions avec le reste du conseil municipal après le drame, fait également partie des personnes concernées par le placement en détention. La tempête Daniel a frappé dans la nuit du 10 au 11 septembre l'Est de la Libye, notamment Derna, une ville de 100 000 habitants bordant la Méditerranée, entraînant la rupture de deux barrages en amont et provoquant une crue de l'ampleur d'un tsunami, emportant tout sur son passage. Selon le dernier bilan officiel provisoire, les inondations ont fait au moins 3 868 morts, alors que des milliers d'autres personnes sont toujours portées disparues.
Le 18 septembre, des centaines d'habitants de Derna avaient manifesté pour réclamer des comptes aux autorités de l'est du pays, responsables selon eux de la catastrophe. Le Procureur général libyen al-Seddik al-Sour avait annoncé le 15 septembre avoir ouvert une enquête sur les circonstances du drame. Selon lui, la direction des barrages en Libye avait signalé des fissures sur les deux ouvrages dès 1998 mais aucun travail n'a été accompli pour y remédier. Dans une étude en novembre 2022, l'ingénieur et universitaire libyen Abdel-Wanis Ashour avait mis en garde contre une « catastrophe » menaçant Derna si les autorités ne procèdent pas à l'entretien des deux barrages. Mais cet avertissement est resté sans effet bien que la Libye, qui dispose des réserves pétrolières les plus abondantes d'Afrique, ne manque pas de moyens.

In Sud Ouest

GAMBIE

Le secteur du tourisme stimule la devise nationale

La Gambie peut s'appuyer sur un secteur touristique en plein essor pour stimuler sa devise nationale. Le dalasi est même devenu l'une des monnaies les plus performantes du continent ces derniers mois, selon Bloomberg. La destination en vogue. La monnaie gambienne continue son rallye, en s'appuyant en particulier sur les retombées du secteur touristique, rapporte Bloomberg. Le dalasi est la devise la plus performante d'Afrique, ayant gagné de 0,9% sur le dollar depuis le début de l'année. C'est l'une des trois monnaies africaines à avoir progressé face au billet vert américain, parmi le panier suivi par Bloomberg. Le dalasi bénéficie déjà d'un décaissement dans le cadre d'un programme du Fonds monétaire international, mais devrait s'appuyer sur l'arrivée de touristes pour pousser encore son avantage. "Nous nous attendons à ce que le dalasi s'apprécie légèrement par rapport aux principales devises commerciales, en particulier le dollar américain, car nous constatons une augmentation des envois de fonds. Notre saison touristique commence d'octobre à décembre, il y aura également des entrées de devises étrangères via ce secteur", a ainsi déclaré Buah Saidy, directeur de la Banque centrale gambienne.
La Gambie a reçu 129,7 millions de dollars de ressortissants vivant à l'étranger au cours des deux premiers mois de cette année, contre 507 millions de dollars sur toute l'année 2022. Pour couronner le tout, le dalasi devrait aussi profiter des exportations d'arachides, denrées dont la récolte débutera le mois prochain, a précisé Buah Saidy. Pays très enclavé, la Gambie est pourtant l'une des économies africaines qui présentent les meilleures performances en 2023. Sa croissance devrait atteindre les 5,98% cette année, lui permettant de figurer dans le top-10 continental, selon le Fonds monétaire international. Banjul continue par ailleurs de tisser des liens avec Moscou. Suite à la création d'un groupe d'amitié, les relations économiques sont passées à "un niveau de coopération complètement différent", avait ainsi déclaré en juillet Alexeï Govirine, député de la Douma russe. La Gambie s'intéresse par ailleurs aux engrais et équipements agricoles que pourrait lui fournir Moscou. Une délégation gambienne en avait d'ailleurs discuté avec la partie russe lors du dernier Sommet Russie-Afrique. Côté tourisme, les visiteurs russes sont particulièrement attirés par les stations balnéaires gambiennes, rapportait récemment l'Association russe des voyagistes (ATOR).

In Sputnik Afrique

REVALORISABLE DÈS OCTOBRE 2023

Le droit de transit du pétrole tchadien rapporte au Cameroun 113,6 milliards en trois ans

Au cours de la période de 3 ans allant de 2020 à 2022, le droit de transit du pétrole tchadien sur le territoire camerounais a rapporté au pays des recettes globales d'un montant de 113,6 milliards de FCFA, selon les données révélées par la direction générale des douanes du ministère des Finances. A en croire la même source, pour la seule année 2022, le Cameroun a engrangé 36,5 milliards de FCFA au titre de cette taxe. Ce qui correspond à une augmentation de près de 5 milliards de FCFA, par rapport aux 31,3 milliards de FCFA encaissés en 2021. Au demeurant, ces deux années ont été moins prolifiques que l'année 2020, pourtant marquée par la pandémie du coronavirus, qui avait paralysé les activités dans les entreprises. En dépit de cette crise sanitaire, révèlent les données douanières, 36,8 milliards de FCFA de recettes avaient été engrangées par le Trésor public camerounais, au titre du droit de transit du pétrole tchadien, à travers le pipeline construit entre la Cameroun et le Tchad. Pour rappel, sur chaque baril de pétrole tchadien qui transite sur son territoire, le Cameroun perçoit désormais une redevance de 1,321 dollar. Cette redevance, qui était d'abord de 0,41 dollar, a été réajustée à la demande du Cameroun en 2013, puis en 2018, après d'âpres négociations. L'avenant à la convention d'établissement de Cotco (l'entreprise qui exploite le pipeline), signé le 29 octobre 2013, prévoit la revalorisation de cette redevance tous les 5 ans, sur la base moyenne des taux d'inflation annuels enregistrés au Cameroun pendant cette période. Sur cette base, le taux du droit de transit devrait être revalorisé à partir du 1er octobre 2023. Au regard du taux d'inflation actuel dans le pays, et dans la zone Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale) en général, cette revalorisation permettra au Cameroun d'engranger plus de ressources sur cette infrastructure, seule voie d'évacuation du pétrole tchadien vers le marché international.

In Investir au Cameroun

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ÉLECTIVE DE LA FAF :

Walid Sadi : «18 mois, c'est suffisant pour atteindre nos objectifs»

L'un des objectifs tracés par le nouveau bureau fédéral est de remettre de l'ordre dans le football algérien. Le nouveau président de la Fédération algérienne de football, Walid Sadi, affirme qu'il fera appel aux compétences qui peuvent apporter un plus dans cette entreprise de changement.
Le nouveau président de la Fédération algérienne de football Walid Sadi, a estimé jeudi à Alger, que la période de 18 mois qui reste du mandat olympique 2020-2024, sera suffisante pour atteindre les objectifs tracés par le bureau fédéral et remettre de l'ordre dans le football algérien.

«Certes c'est une période de transition de 18 mois mais je suis convaincu qu'elle est suffisante pour atteindre nos objectifs. Je suis conscient que la mission s'annonce ardue et difficile, mais je reste confiant. Avec la détermination et l'abnégation des membres bureau fédéral et l'aide de toute la famille du football algérien, nous réussirons notre mission. Je vous donne rendez-vous dans 18 mois.», a affirmé Sadi lors d'une conférence de presse animée juste après son élection. Seul candidat en lice, Walid Sadi a été élu nouveau président de la Fédération algérienne de football (FAF) pour le reste du mandat olympique 2020-2024, lors de l'assemblée générale élective organisée jeudi au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger). Agé de 43 ans, le nouveau parton de la FAF a été élu avec 76 voix, 5 bulletins contre, et un nul, sur les 82 voix exprimées. Il succède à Djahid Zefizef qui a annoncé sa démission le 16 juillet dernier, après avoir échoué à se faire élire au Comité exécutif (COMEX) de la Confédération africaine (CAF), lors des élections tenues le jeudi 13 juillet à Abidjan (Côte d'Ivoire). Ancien membre du bureau fédéral de la FAF de 2009 à 2017 sous la présidence de Mohamed Raouraoua, le nouveau patron de l'instance fédérale a tendu sa main à toutes les bonnes volontés qui aiment contribuer à la réussite de sa nouvelle mission notamment les anciens présidents de la FAF. «Je tends ma main à tous les présidents sortants, Raouraoua, Zetchi, Amara et Zefizef. Toutes les bonnes volontés seront les bienvenues pour aider à hisser le football national vers le haut, notamment, en combattant la corruption, la médiocrité et la marginalisation.» a t-il souligné. Sadi a évité d'exposer un programme proprement dit et s'est contenté d'évoquer certaines «priorités», car s'agissant uniquement de terminer le mandat 2020-2024. Parmi ces priorités, «faire appel à toutes les compétences susceptibles d'apporter un plus», tout en restant à l'écoute des différents acteurs qui sont sur le terrain, car considérés comme «les mieux placés» pour évoquer les vrais problèmes, qui entravent la bonne marche de la discipline. Ils sont aussi «les mieux habilités à proposer des solutions» dans la perspective d'arranger ce qui ne va pas, a-t-il encore estimé. Avant d'enchainer: «J'ai rencontré 48 présidents de ligues de wilayas lors de ma campagne électorale et sincèrement la situation du football amateur est difficile. Nous allons présenter un programme d'urgence pour améliorer les choses» a t-il déclaré. Même en termes de moyens matériels, Sadi a assuré qu'il s'appliquera à «moderniser le fonctionnement du football national à tous les niveaux», notamment, en faisant appel à la numérisation. Il a également abordé la situation financière de la FAF qui demeure selon lui difficile, et a annoncé au passage des négociations avec un nouveau sponsor pour renflouer les caisses de l'instance. Interrogé sur la sélection algérienne et sur sa future relation avec le sélectionneur national Djamel Belmadi, le nouveau locataire de Dely-Brahim, a répondu que l'équipe nationale a besoin du soutien de tous, à quelques mois de la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations, et ce, pour la mettre dans les meilleures conditions possibles et augmenter, par la même occasion, ses chances de performance en Côte d'Ivoire. «Nous allons doubler les moyens pour la sélection nationale afin de lui permettre d'atteindre ses objectifs en 2024 notamment à l'approche de la CAN en Côte d'Ivoire. Djamel Belmadi a tout mon soutien et je vais tout faire pour lui faciliter le travail» a t-il souligné. Les sélections de jeunes catégories et féminines seront également parmi les priorités du nouveau président, pour leur permettre de travailler dans de bonnes conditions afin de réussir sur la scène continentale. «Obtenir de bons résultats avec toutes les sélections nationales de différentes catégories et le meilleur moyens pour la FAF de se faire respecter à l'international» a t-il dit.

R.S.

ESPAGNE :

LE BARÇA EN TÊTE DE LA LIGA

Mené 2-0 à la 80e minute, le FC Barcelone a renversé le Celta Vigo à domicile samedi pour la 6e journée de Liga grâce à un but tardif de Joao Cancelo et un doublé de Lewandowski, pour prendre la tête du championnat Le latéral portugais, fautif sur l'ouverture du score de Strand Larsen (19e), s'est racheté en cinq minutes, offrant d'abord le ballon de l'égalisation à 2-2 à Lewandowski (86e), auteur d'un doublé, puis en coupant un centre parfait de Gavi au premier poteau pour offrir la victoire à son nouveau club (89e, 3-2). En attendant le derby madrilène de dimanche entre le Real Madrid et l'Atlético, le Barça prend ainsi la première place du classement devant son voisin catalan de Gérone et met la pression sur le Real.

RAFLE/MONDIAL (U19) :

Les Algériens ont réalisé des résultats très positifs

La sélection nationale a réalisé un résultat «très positif» au Championnat du monde de Rafle (Filles et garçon) des moins de 19 ans, qui s'est déroulé du 20 au 23 septembre à Oran, a indiqué, dimanche, le président de la Fédération algérienne de Rafle et Billard Maidi Mohamed El Amine. «La sélection nationale a réalisé un résultat très positif dans ce Championnat du monde auquel ont participé les meilleures équipes des cinq continents, comme l'Italie, le Paraguay et la Croatie, bien qu'elle participe pour la première fois à une compétition internationale, notamment au Championnat du Monde des moins de 19 ans», a-t-il déclaré à l'APS. L'équipe nationale «a relevé le défi et a augmenté ses ambitions et a pu remporter pour la première fois deux médailles, la première en argent grâce à Bada Houssem dans la compétition en simple Garçons et la seconde en bronze», remportée par Bada Houssem et El-Meddah Yasmine dans la même discipline en double mixte», a-t-il ajouté. Il a déclaré, à ce propos, que «ce groupe de jeunes a suivi l'exemple de leurs ainés, qui ont remporté une médaille d'argent au Championnat du monde de Rafle organisé l'année dernière à Mesrsin, en Turquie, grâce à Zakiri Tariq et Teryaki Ahmed dans le duo masculin, et une médaille de bronze remportée par Lamia Issioui en simple féminin», considérant que cette catégorie représente «un réservoir pour les séniors», et qui peut obtenir de meilleurs résultats et représenter au mieux les couleurs nationales lors des prochains rendez-vous. Maidi Mohamed El-Aminr a également qualifié le niveau de ce championnat du monde, qui a vu la participation d'athlètes de 23 pays, d'»élevé». Pour rappel, l'équipe nationale a participé à ce Championnat du monde des moins de 19 ans avec six athlètes dans les spécialités de Rafle et lancer de précision: Bada Houssem, Boukelal Chafik et Teriaki Hani Islam (Garçons), ainsi que El-Meddah Kariya, El-Meddah Yasmine et Maidi Nour El-Houda (filles).

APS

CAN 2023 (TIRAGE AU SORT) :

L'ALGÉRIE DANS LE CHAPEAU 1

L'Algérie est placée dans le chapeau 1 en prévision du tirage au sort de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2023 prévue le 12 octobre prochain à Abidjan, selon la composante des quatre Pots dévoilée jeudi par la Confédération africaine de football (CAF). Outre l'Algérie, le Pot 1 comprend également les quatre meilleures sélections africaines au dernier classement de la Fédération internationale de football (FIFA) dévoilé ce jeudi. Il s'agit du Maroc (13e), Sénégal (20e), Tunisie (29e), Egypte (35e) ainsi que la Côte d'Ivoire (pays hôte). Pour rappel, la sélection algérienne s'est qualifiée pour la CAN 2023 dès la quatrième journée des éliminatoires en dominant le groupe F avec cinq victoires et un nul, soit 16 points récoltés sur les 18 possibles.
Chapeau 1: Côte d'Ivoire (hôte), Maroc, Sénégal, Tunisie, Algérie, Egypte.
Chapeau 2: Nigeria, Cameroun, Mali, Burkina Faso, Ghana, RD Congo.
Chapeau 3: Afrique du Sud, Cap-Vert, Guinée, Zambie, Guinée Equatoriale, Mauritanie Chapeau 4: Guinée-Bissau, Mozambique, Namibie, Angola, Gambie, Tanzanie.

APS

SAUT D'OBSTACLES :

MESRATI REMPORTE LE GRAND PRIX DU CONCOURS OPEN À ORAN

Le cavalier Mesrati Mohamed du club hippique «Ecurie oranaise» a remporté, samedi soir, le grand prix du concours Open de saut d'obstacles, disputé trois jours durant au centre équestre «Etrier Oranais» d'Es Senia (Oran).
Mesrati Mohamed montant «Djaziy» s'est illustré en décrochant la première place avec un sans-fautes sur des obstacles de 1,30 mètre devant Hnayene Mohamed du club Hippique «El Fares El Mosteghanemi», enfourchant «Tarik D'hem» et Driss Moulay Benaissa sur «Daktari « du club Etrier Oranais. Cette épreuve reine, disputée en deux manches, a regroupé une trentaine de cavaliers seniors de 2e degré et des chevaux de 6 ans et plus, offrant un beau spectacle aux mordus du hippisme. Neuf épreuves se sont déroulées lors de cette manifestation équestre, dont les grands prix cadets, juniors et seniors, offrant un beau spectacle aux mordus du cheval, jugé d'un niveau technique «appréciable» par les spécialistes présents. Ce rendez-vous d'Oran a constitué une opportunité pour les cavaliers présents pour bien se préparer pour la reprise des compétitions nationales, prévues au mois d'octobre prochain Cet événement sportif équestre de trois jours, organisé par le club équestre «Etrier Oranais» d'Oran en collaboration avec la Direction de la Jeunesse et des Sports, a vu la participation de plus 80 cavaliers et cavalières cadets, juniors et seniors d'une dizaine de clubs équestres du pays.
Les lauréats de ce grand prix ont été récompensés par des trophées et médailles lors d'une cérémonie de clôture, en présence de membres du nouveau bureau fédéral équestre algérienne.

APS

CULTURE

Le documentaire «le Citoyen Pierre Chaulet» projeté à Alger

Le long métrage documentaire «Le Citoyen Pierre Chaulet», qui retrace le parcours et le militantisme du défunt médecin moudjahid, a été projeté samedi soir à Alger.

Produite en 2023, cette œuvre humaniste et historique de Saïd Mehdaoui, dépeint les conditions dans lesquelles Pierre Chaulet a rejoint la Révolution dans la wilaya IV historique, et met en exergue sa contribution précieuse, au lendemain de l'indépendance, à la lutte contre la tuberculose et au développement du secteur de la santé. Le documentaire de 63 minutes débute avec des scènes poignantes des funérailles de Chaulet, décédé en France et inhumé en Algérie en 2012, avant de faire un flash-back sur son parcours depuis sa naissance à Alger en 1930.

Vite confronté à la misère du peuple algérien, il se rapprocha du Mouvement national et des scouts, où il s'enquit de plus près de l'oppression exercée par le colonisateur à l'époque.

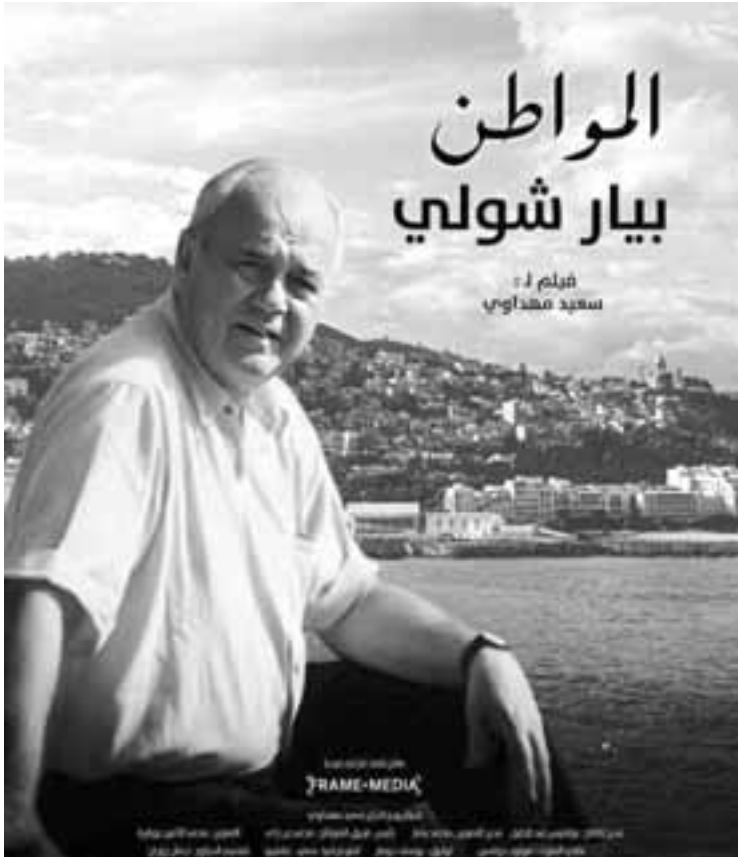
Il s'engage avec son épouse Claudine Guillot, au service de la cause nationale, en travaillant au sein des cellules de soutien où il soignait les malades et les blessés parmi les révolutionnaires, distribuait des médicaments, formait des infirmiers etc. Les scènes du documentaire montrent les liens que le défunt entretenait avec de grandes figures de la Révolution algérienne, telles que Ben M'hidi, Abbane Ramdane, Mohamed Boudiaf, Saad Dahlab, et Ben Youcef Ben Khedda, ou encore avec le militant Frantz Fanon. Chaulet fut arrêté et exilé en France, où il poursuivit son doctorat en médecine avant de se rendre en Tunisie, et de rejoindre le Front de libération nationale (FLN). Outre les missions médicales qui lui ont été confiées, feu Chaulet était chargé de rejoindre l'équipe de rédaction du quotidien» El Moudjahid».

La deuxième partie du documentaire retrace un autre aspect du militantisme de Chaulet après l'indépendance, lorsqu'il entreprit le combat contre la tuberculose qui sévissait en Algérie, luttant simultanément pour la gratuité des soins et la réforme du système de santé du pays. Le documentaire se veut un réceptacle de nombreux témoignages d'historiens, de moudjahidine, d'amis du défunt, notamment des médecins qui l'ont côtoyé. Le téléspectateur découvre un témoignage du défunt, datant de 2011, où il faisait part de sa fierté d'être»Algérien jusqu'à la moelle».

Le film est ponctué de séquences en noir et blanc, interprétées par de jeunes acteurs talentueux, principalement El Amine Mouffok dans le rôle de Pierre, et Nada Aissani dans celui de Claudine.

Ont assisté à la projection de ce documentaire plusieurs personnes qui ont livré leurs témoignages, en présence du fils du défunt, Luc Chaulet, et d'un public nombreux venu découvrir cette œuvre produite par le Centre algérien de développement du cinéma (CADC), dans le cadre du soixantième anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale.

I.M./Agence



ALGÉRIE-IRAN :

La mise en œuvre des accords de partenariat et de coopération culturels évoquée

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mououdji a reçu, à Alger, l'ambassadeur de la République islamique d'Iran, Mohammad Reza Babai, avec qui elle a évoqué la nécessité d'activer les accords de partenariat et de coopération culturels entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère. Les deux parties ont particulièrement insisté sur la mise en œuvre de l'accord culturel signé le 25 décembre 2002 entre les deux pays, et du mémorandum d'entente dans le domaine de la cinématographie signé en 2017. Ils sont également convenus de collaborer dans le domaine de la préservation et de la numérisation des manuscrits, tout en assurant des opportunités de formation en la matière. De plus, ils ont proposé d'établir un jumelage entre les bibliothèques nationales des deux pays. A ce propos, Mme Mouloudji a présenté une série de propositions à l'ambassadeur iranien dans le cadre de la coopération bilatérale pour promouvoir le domaine culturel et artistique. Il s'agit, entre autres, de l'organisation d'une semaine du cinéma iranien en Algérie et de séminaires scientifiques dans les deux pays, outre la création d'une Commission mixte dont l'objectif est d'élaborer un programme de travail et de superviser les différents projets de coopération et d'échange. De son côté, l'ambassadeur iranien a présenté à la ministre de la Culture et des Arts un ensemble de propositions, notamment la création d'un pavillon algérien à la Bibliothèque nationale iranienne, le transfert et l'échange d'expertise dans le domaine de l'industrie cinématographique et de la production conjointe, ainsi que l'organisation d'une semaine culturelle dans les deux pays. Dans ce contexte, M. Babai a confirmé la participation de son pays à la 13e édition du Festival international de la miniature et de l'enluminure de Tlemcen (18-22 novembre 2023), en sus de la participation de célébrités du cinéma iranien à la 4e édition du Festival du film méditerranéen d'Annaba (AMFF) prévu du 3 au 9 novembre 2023, et à la 12e édition du Festival culturel international du cinéma d'Alger (FICA) du 2 au 10 décembre 2023 à Alger.

I.M./Aps

L'IMPACT DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE SUR LA CRÉATIVITÉ LITTÉRAIRE EN DÉBAT À ALGER

La tradition bousculée par les technologies

Des auteurs algériens et européens, réunis à Alger, ont partagé leurs réflexions sur l'impact de l'intelligence artificielle sur la créativité littéraire, soutenant que les représentations de la culture et l'histoire dans le domaine littéraire risque de»subir les conséquences d'une utilisation effrénée de cet outil». S'exprimant à l'occasion des 14èmes Rencontres euro-algériennes des écrivains, Yasmine Djebel, auteure de contes et de romans fantastiques, soutient que les progrès technologiques qui ont»envahi» le monde de la création,»nuiront à la représentation de la culture africaine dans la littérature». Evoquant l'impact de l'intelligence artificielle sur la créativité, Yasmine Djebel a plaidé pour encourager les auteurs indépendants et les illustrateurs, qui, devront»subir les contrecoups» de cette intelligence artificielle. Abondant dans ce sens, le jeune auteur Hamza Koudri, a émis, pour sa part, des craintes quant à la représentation de la culture, du patrimoine et de l'imaginaire autochtone dans cette forme de littérature, dirigée par des algorithmes. Pour Agata Kozak, traductrice littéraire polonaise, les écrivains et les créateurs ne renonceront pas à une littérature de»haute facture» qui questionne l'existence humaine, craignant plutôt»la menace du gain facile offert aux éditeurs». D'autres intervenants ont évoqué, par ailleurs, le rapport de l'auteur à l'éditeur auquel il s'identifie, et les algorithmes utilisés pour le choix des textes à publier. Organisée par la Délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie, en collaboration avec les services culturels des Etats membres de l'UE représentés en Algérie, la 14ème édition des Rencontres ont accueilli six auteurs qui ont débattu de la principale thématique retenue pour cette année:»la littérature face à l'intelligence artificielle». Le poète et romancier Mahmoud Aroua , l'écrivaine tchèque Magdalena Platzova comptent également parmi les intervenants à ces rencontres. L'édition 2021 de cette manifestation, a réuni écrivains et poètes de plusieurs pays dont Alessandra Fagioli (Italie) et Nathalie Skowronek (Belgique), aux cotés de Souad Labbize, Lamis Saidi et Akram El Kebir, représentant l'Algérie à cet évènement.

I. Med

THÉÂTRE

La pièce de théâtre»» «Nostalgia» en compétition à Baghdad

L'Algérie participera à la compétition officielle de la 4e édition du Festival International du Théâtre de Baghdad, prévue du 10 au 18 octobre prochain, avec la pièce»Nostalgia» de la coopérative»Le théâtre du Point» d'Oran, a-t-on appris auprès de la coopérative. Figurant parmi les spectacles retenus pour la compétition officielle de cette édition, la pièce»Nostalgia», mise en scène par Lakhdar Mansouri, revient après son succès au Festival international du théâtre expérimental du Caire, qui a vu la distinction de la comédienne Asma Cheikh du Prix de la meilleure interprétation féminine.»Nostalgia» est une adaptation de la pièce»L'histoire des ours pandas racontés par un saxophoniste qui a une petite-amie à Francfort», du dramaturge franco-roumain Matéi Visniec, traduite par Abdelmadjid Al Haouasse, et interprété sur scène par le duo Asma Cheikh et Fathi Mebarki. Fondée en 1995 à Oran, la coopérative le»Théâtre du Point» compte plusieurs productions à son actif, présentées en Algérie et à l'étranger, notamment»Kalaat al Karama» (2013),»Mara Mara» (2002),»Kannet Lila» (1997), et»Al-Kina'e» (1995)

I.M./Agence

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT DE L'UBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA TIMIMOUN

MISE EN DEMEURE N°02

Vu le Marché visé par la commission des marchés de la wilaya en date du 16/03/2023 sous le numéro 17 et par le contrôleur financier sous le numéro 56 en date du 18/05/2023, portant la réalisation d'un lycée (800/200R) à Adjdir el gharbi lot n°3: 07 logements fonctionnelles.

Vu l'ordre de service numéro :01 du 21/05/2023 prescrivant le démarrage des travaux.

Vu le retard enregistre par rapport au délai contractuel fixé à 06 mois.

Vu sur l'envoi n°689 /d e p/2023 du 13/07/2023.

Vu compte rendu de la visite de l'atelier par le bureau d'études du 30/07/2023.

Vu le retard considérable pour le rattrapage des travaux.

Vu le non-respect de vos engagements pendant les visites périodiques de l'atelier

Vu compte rendu mise en demeure n°01 du 07/08/2023 a le jeune indépendant.

Vu compte rendu de la visite de l'atelier par le bureau d'études du 14/09/2023

L'entreprise bouchair Ahmed domicile à Cité shandouh – commune l'émir Abdelkader à Jijel est mise en demeure 02 pour la première fois pour reprendre les travaux et renforcer le chantier en moyen humains et matériels pour remédier au retard de réalisation dans un délai de (05) jours à compter de la date de la première parution de la présente mise en demeure sur le BOMOP ou les quotidiens nationaux.

Faute de quoi des mesures coercitives réglementaires seront appliqué à l'encontre de l'entreprise bouchair Ahmed.

L'EXPRESS DU 26/09/2023 **ANEP : N° 2316023830**

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة الإتصال
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

COMMUNIQUÉ

Sous le haut patronage du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune,
Le Ministère de la Communication annonce le lancement de la neuvième édition du
«Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel».
Le prix est décerné le 22 octobre 2023, Journée nationale de la Presse.

LES THÈMES RETENUS POUR CETTE NEUVIÈME ÉDITION SONT:

- **«La Nouvelle Algérie et la problématique de la sécurité alimentaire et hydrique»**
- **«La Nouvelle Algérie : Renforcement des capacités et de la créativité de la jeunesse»**
- **«La sécurité énergétique et ses dimensions géopolitiques»**

Le prix vise à encourager et promouvoir la production de la presse nationale sous toutes ses formes, à stimuler l'excellence, la créativité, le professionnalisme et à instaurer la culture du mérite, en récompensant le meilleur travail journalistique en lien avec les sujets proposés, réalisé individuellement ou collectivement.
La candidature pour la participation au prix du « Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel», est ouverte dans les catégories suivantes :

Presse écrite : article de fond, reportage et enquête
Information télévisuelle : reportage, enquête, documentaire.
Information radiophonique : reportage, et enquête.
Presse électronique : œuvre d'information diffusée sur le net.
Illustration : photographie, dessin et caricature de presse.

CONDITIONS DE PARTICIPATION :

- Les œuvres présentées doivent avoir fait l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période allant du 22 Octobre 2022 au 10 Octobre 2023.
- Être de nationalité Algérienne ;
- Justifier d'au moins 03 ans d'exercice de la profession.
- Ne pas être membre du jury.
- La participation peut être à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre
- Le candidat dans la catégorie photo peut participer avec plus d'une œuvre.
- Les lauréats du Prix du Journaliste Professionnel dans les différentes catégories ne sont pas autorisés à participer au concours pour une durée de 03 années consécutives.

LE DOSSIER DE CANDIDATURE SE COMPOSE DE :

- 03 exemplaires des œuvres proposées,
- Une copie de la carte nationale d'identité,
- Une copie de la carte professionnelle,
- Un certificat de travail attestant de trois années d'expérience.
- Le formulaire dûment rempli (Téléchargeable sur le site Web du ministère) : **https://ministerecommunication.gov.dz**

Les dossiers de participation sont adressés
à Monsieur le Président du jury du « Prix du Président de la république du journaliste professionnel ».
par courrier ordinaire à l'adresse suivante :
Ministère de la Communication, B.P No. 474, Bir Mourad Raïs, Alger, ou Déposés au siège du Ministère de la Communication, Bureau No. 701, 7ème étage.
La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 10 octobre 2023

L'EXPRESS DU 26/09/2023 **ANEP : N°0099**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA DE TAMANRASSET
N.I.F :099811019023819

CONCOURS RESTREINT N° 05 / 2023

La direction des équipements publics de la wilaya de Tamanrasset lance un concours restreint pour : **Etude et suivi pour la réalisation d'un college type 7/300 lits à Tit commune Tamanrasset – repartie en partie fixe et partie conditionelle.**

La participation est ouverte uniquements pour les architectes agrés ou sous forme de groupements et ainsi que les societes civiles agrées en études d'architectures disposant de capacités professionnelles , financieres et techniques cités -ci-dessous , Les architectes ou leur représentants délégués intéressés par le présent concours peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction des équipements publics de la wilaya de Tamanrasset (Bureau des Etudes , Evaluation et Formalisation des Marchés) contre un reçu de paiement 1000.00 DA non remboursable libellé au nom du trésor (compte N°201.007) .

Conditions d'éligibilités :
*** capacité professionnelle**
- doit presenter l'agrément de l'année en cours
- protocole d'accord en cas de groupement et/ou statut en cas de societé (SCP)

*** références professionnelles**
- Avoir assuré la maitrise d'œuvre d'un projet (étude) ou (étude et suivi) d'un projet de categorie "C" ou plus. Ou bien deux projets de categorie "B" . Ou (étude) ou (étude et suivi) un projet des logements superieur de (150 Logts inferieur ou égal à 1000 Logts).

*** Moyens humains**
- ayant un architecte ou ingenieur génie civile ou Master en (architecture ou génie civile).

*** cas de groupement**
- le groupement momentanés des architectes , doit se composer uniquements des bureaux d'études inscrits au tableau national des architectes ou les societes civiles agrées en études d'architectures inscrits au tableau national des architectes qui interviennent sous forme de solidarité.

Les offres doivent être présentées comme suit :
1/- Le dossier de candidature (enveloppe A) :
- Une déclaration de candidature paraphée et signée
- Une déclaration de probité paraphée et signée
- Memoir technique paraphée et signée
- L'agrement de l' année en cours des architectes et les bureaux d'etudes publics.
- Un protocole d'accord en cas du groupement et/ou statut en cas d'une société (SCP).
- Attestation de bonne exécution de (étude) ou (étude et suivi) un projet.
- Les attestation d' affiliation individuelles de l'encadrements.
- Acte de propriété ou contrat de location pour le local .
- Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les Sociétés Morale
- Copies des Bilans des deux dernières années

Les offres devront être déposées à la direction des équipements publics (DEP) de la wilaya de Tamanrasset site cité administrative route de l'aéroport (Bureau des Etudes , Evaluation et Formalisation des Marchés)et doivent être présenter sous enveloppe fermée et anonyme comportant (01) enveloppe « A» pour Le dossier de candidature ; portant les information indiqué dans le cahier des charges , et l'enveloppe extérieur ne comportant aucune mention autre que l'expression:

CONCOURS RESTREINT N° 05 / 2023
Etude et suivi pour la réalisation d'un college type 7/300 lits à Tit commune Tamanrasset – repartie en partie fixe et partie conditionelle.

Le délai de préparation des loffre est de **15 jours**, à partir de la première parution de l'avis dans la presse et/ou le BOMOP.
La date de dépôt des offres est fixée le dernier jour de préparation des offres jusqu a 10h30 .
Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
Les soumissionnaires restenet engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours augmenté par le délai de préparation des Toffres à partir de La date de dépôt des offres . L'ouverture des plis se tiendra en séance publics le dernier jour de dépôt des offres à 11h00 .
Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis

L'EXPRESS DU 26/09/2023 **ANEP : N° 2316023834**

TRAJETS

Déposer ses enfants à l'école : un enfer aux États-Unis

La majorité des parents déposent sa progéniture à l'école en voiture, ce qui entraîne des embouteillages, de la pollution et de l'isolement. Loin d'être anecdotique, ce mode de vie est «le symptôme de dysfonctionnements» américains, écrit «The Atlantic».

Angie Schmitt, qui est l'autrice d'un livre sur les morts de piétons aux États-Unis, se décrit comme «une objectrice de conscience» résistant au fait d'amener ses enfants à l'école en voiture, un rituel bien américain qu'elle dénonce dans les pages de The Atlantic. Elle évoque «l'enfer de la file de voitures», une «punition quotidienne» rythmée par les indications des enseignants agacés et qui dure de longues minutes dans des mini-embouteillages en pleine pollution et sans lien humain tous les matins et tous les après-midi.

Tout d'abord, la situation est relativement nouvelle. En 1969, souligne Angie Schmitt, près d'un enfant sur deux se rendait à l'école à pied ou à vélo. Sans parler de ceux qui y allaient à bord des fameux bus scolaires jaunes, véritables «rites de passage pour les enfants américains». Aujourd'hui, 54 % des enfants y sont conduits en voiture. Des distances toujours plus grandes entre le domicile et l'école : d'une part, les autorités publiques acquièrent des terrains pour construire des écoles plus loin des zones résidentielles car ils sont moins chers.

La peur des accidents de la route : le regain de trafic et le manque de planification favorable aux piétons et aux cyclistes font logiquement craindre aux parents que leur enfant n'ait un accident s'il allait à pied ou à vélo à l'école.

La pénurie de bus : Depuis la pandémie, certaines régions souffrent d'une pénurie de chauffeurs de bus. Pour Angie Schmitt, les embouteillages devant les écoles le matin sont «le symptôme de dysfonctionnements plus larges affectant tous les aspects de la vie américaine, mais en particulier les jeunes».

In Courrier International

ÉGYPTE

Il traverse six pays à vélo pour obtenir une place à l'Université Al-Azhar

Mamadou Al-Shafii Barry, un jeune guinéen âgé de 25 ans, a parcouru près de 5 000 km à vélo dans le but de se faire accepter à l'Université Al-Azhar du Caire, la capitale égyptienne.

Parti le 17 mai de Conakry pour réaliser ses rêves, Barry a relaté son parcours du combattant à Anadolu (AA). Marié et père d'une fille, il a expliqué avoir pédalé pendant quatre mois à travers le Mali, le Burkina Faso, le Togo, le

Bénin, le Niger et le Tchad. "Je dormais dans la forêt et dans les montagnes. Je dormais appuyé sur mon vélo car j'avais peur qu'on me le vole. Parfois, je mangeais qu'une seule fois par jour. Je ne trouvais pas d'eau pour me laver", a-t-il dit en indiquant avoir rencontré de nombreuses difficultés tout au long de son périple.

Arrivé au Togo, le jeune homme a été arrêté par les forces de sécurité et interrogé sans raison valable. "Ils m'ont posé beaucoup de questions. J'ai répondu à toutes, mais ils ne voulaient pas me relâcher", a-t-il expliqué.

Barry a indiqué qu'il a été libéré au bout de 9 jours et qu'il a repris la route sans tarder en direction du Bénin.

Une fois au Benin, Mamadou explique avoir eu du mal à se nourrir, mangeant du pain qu'il trouvait dans la rue et des fruits dans les arbres.

Ayant parcouru des milliers de kilomètres à vélo en 2 mois pour arriver au Tchad depuis la Guinée, Mamadou a souligné qu'il a dû changer son chemin en raison des conflits entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR). L'aventurier a expliqué qu'il envisageait malgré tout de se rendre au Soudan après deux semaines au Tchad et que les affrontements au Soudan ne lui faisait pas peur.

"Je suis arrivé au Tchad dans des conditions très difficiles. Je me suis dit que Dieu m'avait aidé jusqu'ici et qu'il m'aidera jusqu'en Égypte", a-t-il ajouté. Lorsqu'il est arrivé au Tchad, un journaliste l'a interviewé et a publié son histoire en ligne. Cela a incité un philanthrope à lui financer un billet d'avion vers l'Égypte, alors que Barry allait traverser le Soudan à vélo. Mamadou Al-Shafii Barry, qui a laissé sa famille dans l'espoir de réaliser ses rêves, est enfin arrivé au Caire au bout de 4 mois.

"Je suis arrivé en Égypte sain et sauf. Je suis heureux que l'Université Al-Azhar m'a accepté. Je suis venu jusqu'ici en vélo. Mais, si je n'avais pas de vélo, j'aurai parcouru tout ce chemin à pied", a-t-il affirmé.

In Agence Anadolu

ÉCONOMIE

LA CHINE INONDE LE MONDE DE SES VOITURES

Alors que de nombreuses exportations chinoises sont en perte de vitesse et que les consommateurs dépensent moins chez eux, le pays inonde le monde de voitures.

La demande à l'étranger de véhicules bon marché construits en Chine, surtout des modèles à essence que les consommateurs chinois boudent désormais au profit des voitures électriques, est si forte que le principal obstacle à la vente de ces véhicules à l'étranger est le manque de navires spécialisés pour les transporter. Depuis le début du conflit russo-ukrainien, les constructeurs automobiles chinois se sont imposés en Russie en transportant des voitures par train. Ils ont également conquis de larges parts de marché en Asie du Sud-Est, en Australie, en Amérique du Sud et au Mexique. Les tarifs douaniers de l'ère Trump freinant les ventes aux États-Unis, les constructeurs automobiles chinois préparent une grande offensive en Europe – une fois qu'ils disposeront de suffisamment de navires. Les chantiers navals situés le long du Yangtsé construisent une flotte de navires porte-voitures qui servent de stationnements flottants géants, capables de transporter 5000 voitures ou plus à la fois. Le chantier naval Jinling à Yizheng, ville proche de Nankin, «est occupé 24 heures sur 24, il y a des équipes de nuit tous les jours», explique Feng Wanyou, un soudeur de navires, lors d'une pause repas. Les exportations mondiales de produits chinois, des meubles à l'électronique grand public, ont chuté de 5,5 % au cours des huit premiers mois de l'année, selon des données publiées jeudi. Mais l'industrie automobile chinoise a quadruplé ses exportations en l'espace de trois ans seulement, dépassant cette année le Japon en tant que leader mondial. Cette année, les exportations de voitures ont fait un bond de 86 % jusqu'en juillet. Les constructeurs automobiles chinois sont coincés avec une capacité d'usine inutilisée pour construire environ 15 millions de voitures à essence par an. Ils ont réagi en envoyant plus de 4 millions de voitures cette année sur les marchés étrangers, à des prix défiant toute concurrence. Partout dans le monde, les constructeurs automobiles chinois prennent des parts de marché. L'acier et les composants électroniques utilisés dans les voitures sont bon marché en Chine, ce qui donne un avantage aux constructeurs automobiles. Les autorités locales chinoises accordent également aux entreprises des terrains presque gratuits, des prêts à taux d'intérêt quasi nuls et d'autres subventions. Après des années de gains de qualité et d'améliorations technologiques, les voitures chinoises, même celles dotées de moteurs à combustion démodés, font tourner les têtes lors d'évènements industriels comme le salon de l'automobile de Munich organisée récemment. En Australie, les constructeurs automobiles chinois ont dépassé leurs rivaux sud-coréens au chapitre des ventes et sont en train de rattraper leurs concurrents japonais. La Chine a également développé rapidement ses exportations vers le Mexique et la Grande-Bretagne, et commence à augmenter ses expéditions vers la Belgique et l'Espagne, qui disposent d'importants ports de déchargement de voitures servant de porte d'entrée vers d'autres pays de l'Union européenne. Le manque de navires a empêché la Chine d'exporter davantage. «Les Chinois construisent des voitures beaucoup plus rapidement que des navires», explique Michael Dunne, ancien président de General Motors Indonesia. Les constructeurs automobiles chinois comme BYD et Chery, ainsi que les compagnies maritimes européennes et singapouriennes qui transportent les voitures pour eux, ont passé la quasi-totalité des commandes en cours dans le monde entier pour 170 navires de transport de voitures. Avant le boom des exportations automobiles chinoises, seuls quatre navires par an étaient commandés, explique Daniel Nash, responsable des transporteurs de véhicules chez VesselsValue, société londonienne de données sur le transport maritime. Les chantiers navals situés en amont et en aval du Yangtsé, qui emploient des milliers d'ouvriers, s'activent de l'aube jusqu'à tard dans la nuit. La frénésie était visible le 1er septembre dernier au chantier naval de Jinling, où les ouvriers ont presque terminé deux navires porte-voitures pour l'Eastern Pacific Shipping de Singapour.

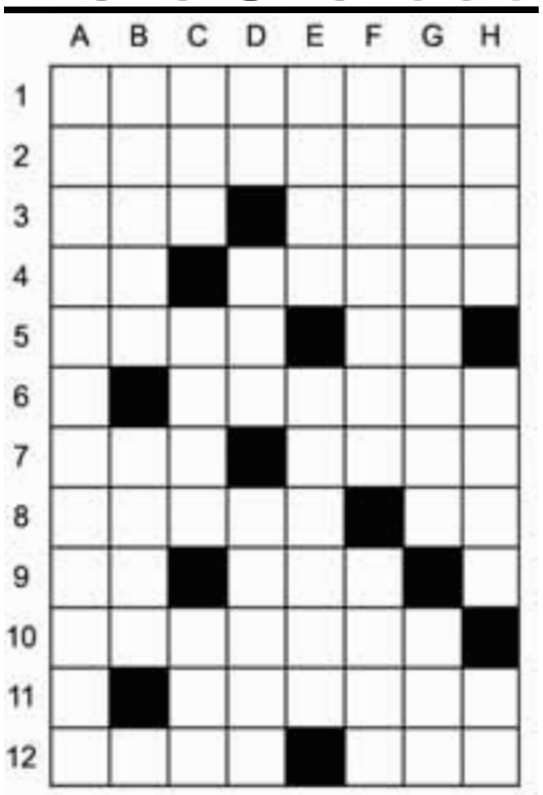
L'Europe devient la cible principale de la plupart des constructeurs automobiles chinois. Ils utilisent des marques comme Volvo et MG, acquises il y a de nombreuses années, pour se faire mieux accepter en Europe. La société publique Shanghai Automotive Industry Corp. (SAIC), qui a acquis la célèbre marque britannique MG en 2007, exporte des voitures bon marché de Chine non seulement vers la Grande-Bretagne, mais aussi vers l'Australie. MG est réapparue en Australie cette année comme l'une des marques automobiles les plus vendues du pays.

La coentreprise de General Motors avec SAIC a commencé à expédier des voitures sous-compactes Chevrolet Aveo au Mexique, pour une vente en juin à partir de 16 300 dollars.

Parmi les principales destinations des exportations de voitures chinoises, un grand marché brille par son absence, à savoir les États-Unis.

In La presse et The New York Times

Mots Croisés



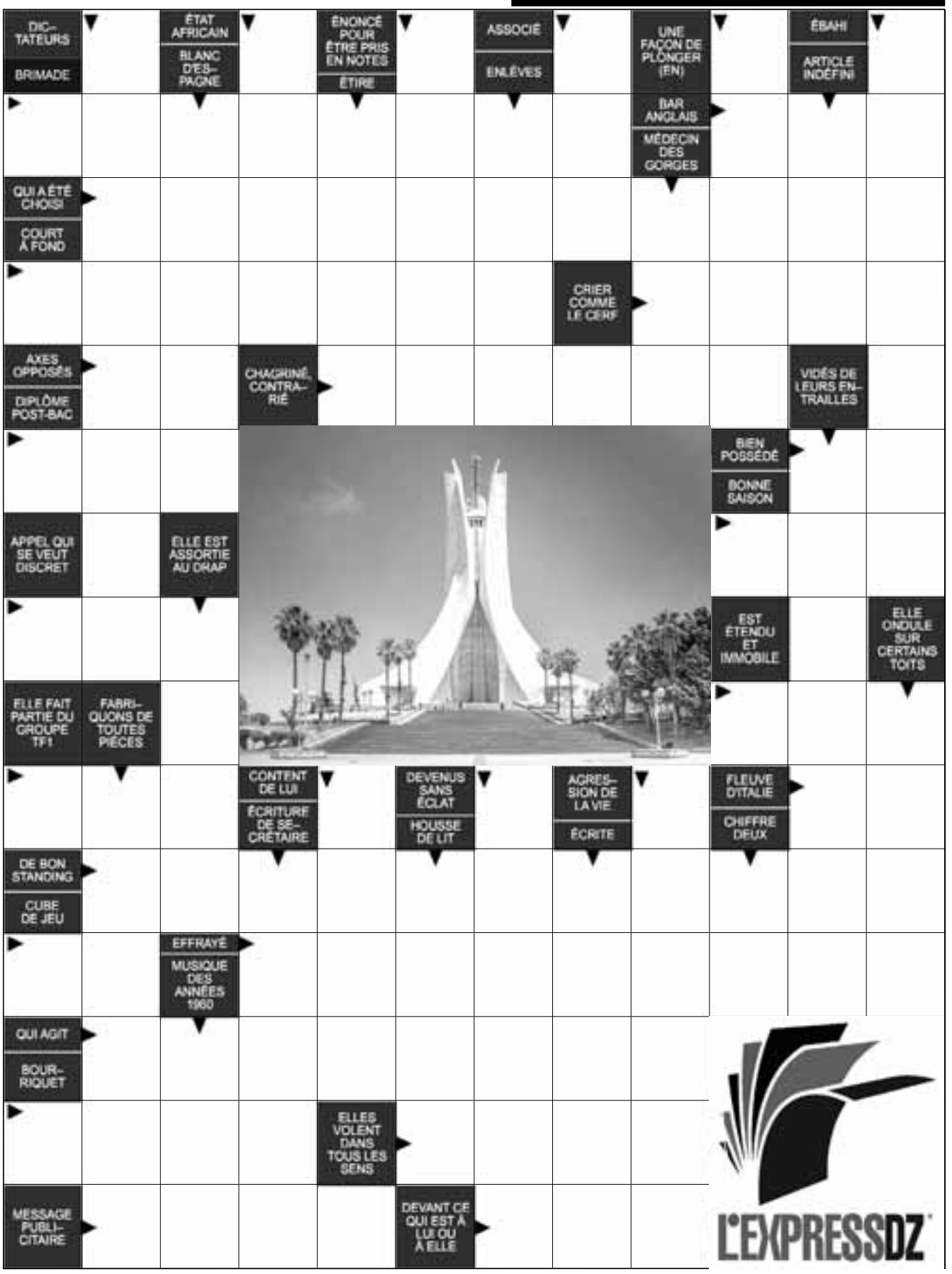
HORIZONTALEMENT

A. Flânent dans les rues.
B. Message pour un PC. Joindre l'un à l'autre.
C. Mémoire d'un ordinateur. Produits translucides. Épuisé.
D. Devant le hoc, pas devant le hic. Certains ont du mal à le passer. Groupe qui endoctrine.
E. Corrigea le devoir. Partisan d'une idée.
F. Caractère double. Victoire, pont ou place.
G. Machines volantes. C'est un dur.
H. Flaire quelque chose. Pratique de bon fidèle. Sa place est devant un verbe pronominal.

VERTICALEMENT

1. Cages de verre.
2. Apaisée.
3. Dommage. Il arrose Albi.
4. A saisi l'astuce. Il est rond comme une bille.
5. Prénom slave. Très actuel.
6. En mettre plein la vue.
7. Il passe à Mulhouse. Lancé, il faut le relever.
8. Qui est sans aspérités. Lettres pour le patron.
9. Pan de tapisserie. Inflorescence.
10. Émettre un bruit incongru.
11. Écritures simplifiées.
12. Bien descendue. Coup sans valeur.

LES MOTS FLÉCHÉS



SIDOKU

		6		8		1		
	4	1				9	3	
				4				
4								5
9		3		7		2		8
			2		9			
		7	8	3	5	6		
	1						2	
	8			9			5	

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

ACHETER AILE ALFA ARCON DEFIANT DEVINETTE EPONGE EPURER ESCROC
LECTRICE MASCULIN MESON MISSIVE MITIGE NAVIRE NICOTINE PARE PETRIFIER
RADE REACTIF RECIDIVE RETORSION REVETU RIVAGE ROUSSI STEPPE

N	E	P	U	R	E	R	E	N	E	C	N
I	C	A	E	P	E	P	O	T	M	O	I
L	I	R	P	T	O	C	T	U	I	R	C
U	R	E	E	N	R	E	I	S	S	C	O
C	T	H	G	A	N	I	R	D	S	S	T
S	C	E	A	I	C	O	F	I	I	E	I
A	E	I	V	F	T	T	S	I	V	V	N
M	L	E	I	E	L	I	I	E	E	A	E
E	D	A	R	D	R	A	M	F	M	R	N

L'AMBASSADRICE DES ÉTATS-UNIS À ALGER EN VISITE DE DEUX JOURS À TIZI-OUZOU

L'ambassadrice des États-Unis d'Amérique, Elizabeth Moore Aubin, a entamé, hier, une visite de deux jours dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Mme Aubin a été reçue par le wali de Tizi-Ouzou, Djilali Doumi, avec lequel elle s'est entretenue sur plusieurs questions relatives au développement. Les services de la wilaya ont expliqué, dans un communiqué, qu' «au cours de cette rencontre, les deux parties ont discuté de divers sujets, notamment le secteur agricole et les moyens de développer la filière lait et ses dérivés, l'enseignement supérieur, la recherche scientifique, l'éducation, la promotion de l'enseignement de la langue anglaise, l'environnement et les énergies renouvelables, le tourisme, entre autres ». Cette visite qui se poursuivra encore aujourd'hui mardi, est ponctuée par des sorties sur le terrain.

Alger 24°
Ouargla 37°
Constantine 23°
Oran 24°

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
05:05	12:39	16:04	18:39	20:02

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//MARDI 26 SEPTEMBRE 2023 // N°649 //PRIX 20 DA

Le ministre de la Communication reçoit l'ambassadeur du Qatar en Algérie

Le ministre a également souligné la qualité et la solidité des relations algéro-qatariennes, d'autant plus que nous nous dirigeons vers la célébration, en 2024, du 50e anniversaire des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Qatar.

Le Ministre de la Communication, Dr Mohamed Laagab, a reçu l'Ambassadeur du Qatar en Algérie, Abdelaziz Ali Al-Nama, qui lui a rendu une visite de courtoisie pour le féliciter à l'occasion de sa nomination au poste de ministre des Communications. La rencontre a été l'occasion d'évoquer les relations bilatérales existant entre les deux pays, notamment dans le domaine des médias et de la communication, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, le ministre de la Communication a souligné la volonté du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de renforcer les relations de coopération entre l'Algérie et le Qatar et de les diversifier davantage dans tous les domaines, notant l'importance de la coopération bilatérale dans le domaine des médias, a ajouté le communiqué. Le ministre a également souligné la qualité et la solidité des relations algéro-qatariennes, d'autant plus que nous nous dirigeons vers la célébration, en 2024, du 50e anniversaire des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Qatar. L'entretien a également permis d'évoquer divers aspects de la coopération visant à renforcer davantage les accords conclus dans le domaine des médias au service des deux pays, notamment un projet de mémorandum de coopération entre la Société de télévision publique algérienne et la Télévision qatarie, et une autre coopération entre la Radio algérienne et son homologue qatarie, lit-on dans le communiqué. De son côté, l'ambassadeur du Qatar en Algérie a souligné que les relations entre les deux pays sont des relations historiques fraternelles et sincères, témoignant de la disposition de son pays à coopérer et à tendre la main au maximum dans les domaines de l'éducation et de la formation aux médias. La réunion a également constitué l'occasion d'évoquer les derniers préparatifs de la tenue de la 6e session du Grand Comité Mixte de Coopération entre l'Algérie et le Qatar, dont la date sera fixée ultérieurement, avec une focalisation sur le rôle des médias dans les deux pays pour en faire un succès, selon la même source.

BEN Y.

17 BLESSÉS DANS UN ACCIDENT DE BUS À SKIKDA

La Protection civile a fait état d'un accident de bus survenu dans la wilaya de Skikda, faisant 17 blessés. La même source précise que l'accident s'est produit peu avant 14h entre un bus et un véhicule touristique qui sont entrés en collision sur la RN-85, à proximité du Cimetière des martyrs de la commune d'El Kol. Les blessés ont été immédiatement évacués vers les structures de santé les plus proches.

Par ailleurs, à Tiaret, un accident survenu aux environs de 13h entre un camion et un véhicule touristique a fait deux morts et deux blessés.

L'accident s'est produit sur le CW 02 reliant les deux localités de Frenda et Ain Kermes.

YASMINE OULD DALI, 3E AU CONCOURS INTERNATIONAL DE RÉCITATION DU CORAN, FÉLICITÉE

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a félicité, hier à Alger, Yasmine Ould Dali, originaire de la wilaya de Médéa, qui a décroché la troisième place au concours international "Sheikha Fatima bint Mubarak" de récitation du Saint Coran, qui s'est déroulé récemment à Dubaï (Emirats arabes unis). Le ministre Belmehdi a remis à la lauréate, née dans la commune d'El Amaria le 22 juillet 2004 et titulaire du baccalauréat session 2023 avec une moyenne de 18,40 dans la filière scientifique, un diplôme d'honneur en reconnaissance de sa prestation remarquable au concours qui s'est déroulé du 16 au 22 septembre dernier à Dubaï, avec la participation de 64 pays, en décrochant la troisième place. M. Belmehdi, qui a reçu la lauréate au siège de son ministère, s'est félicité de cette consécration qui "n'a pas été facile", a-t-il dit, soulignant que l'Algérie "soutient l'enseignement du Saint Coran et tend à le développer à travers les efforts du ministère dans les écoles coraniques et les zaouïas en général". Le ministre a également salué les efforts de la candidate pour honorer l'Algérie après avoir remporté l'année dernière le prix de "la Semaine nationale du Saint Coran" à Beni Abbas, soulignant que cette semaine est désormais un rendez-vous national pour former les lauréats de diverses compétitions nationales et internationales où ils ont représenté l'Algérie avec mérite". Le même responsable a souligné que "l'Algérie est présente dans presque toutes les compétitions internationales de récitation du Coran (environ 70 compétitions), et est toujours parmi les premiers primés".

APS

ALGÉRIE TELECOM, SPONSOR PRINCIPAL DU SEMI-MARATHON INTERNATIONAL DE BÉJAÏA

Fidèle et toujours au rendez vous, l'opérateur public Algérie Telecom a signé un accord de sponsoring principal du semi-marathon international de Béjaïia avec l'association AAMCB (Association Atletic Méditerranéen Club Bejaia) qui se déroulera le vendredi 20 octobre prochain, selon un communiqué parvenu à notre rédaction. La cérémonie de signature s'est tenue le 24 septembre dernier au siège de la direction générale à Alger, entre le P-DG d'Algérie Telecom, M. Adel Bentoumi, et le président de l'association, M. Fatasah Haddad Un événement sportif très important, dans lequel Algérie Telecom confirmera encore une fois '' sa citoyenneté et son engagement pour la promotion du sport à travers le pays ''. En tant qu'entreprise citoyenne, Algérie Telecom est honorée de contribuer à rassembler les gens durant cette journée exceptionnelle, centrée sur les valeurs du sport '', lit-on dans le communiqué. Cette 17e édition promet la participation de centaines de coureurs de plusieurs pays étrangers, et les épreuves incluent la course des enfants de 3 km, la course populaire de 7 km et le semi-marathon de 21.087 km.

R.N.

COMMERCE :

LARGE MOUVEMENT DANS LES RANGS DES CADRES DE DIRECTION

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a annoncé, hier, un vaste mouvement qui a touché les dirigeants et cadres du secteur. Ce mouvement a été opéré après un processus d'évaluation approfondi, au cours duquel les fonctions du chargé de la gestion de l'agence « Algex », Houari Abdel Latif, ont pris fin. Le mouvement a également touché plus de 40 directeurs du commerce de wilaya.

Y.B.

DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU DE NARCOTRAFIQUANTS ET SAISIE DE 2,6 KG DE COCAÏNE

Les services de la Gendarmerie nationale de Relizane ont réussi à démanteler un réseau criminel spécialisé dans le trafic de stupéfiants et à la saisie de 2,6 kilos de cocaïne, ainsi que 15 587 comprimés de psychotropes, a-t-on appris, lundi, auprès du groupement territorial de ce corps de sécurité. Un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques a précisé que « dans le cadre de la lutte contre le crime organisé à travers le territoire du groupement territorial, la brigade de sécurité et d'investigations de la Gendarmerie nationale de Oued R'hiou dans la wilaya de Relizane et après une extension de compétence vers une autre wilaya, un réseau criminel spécialisé dans le trafic de différents types de stupéfiants composé de trois individus, dont une femme, a été démantelé ». Cette opération a permis de saisir une quantité de 2,6 kilos de cocaïne et 15 587 comprimés de psychotropes, ainsi que 21 grammes de kif traité, en plus d'une quantité de mercure blanc, trois téléphones mobiles, des jumelles de terrain, une voiture et une moto. D'autre part, une somme de 3,9 millions de dinars, ainsi qu'une autre somme de 830 euros, provenant des revenus du trafic de drogue, ont été saisies, selon la même source, ajoutant que les trois suspects seront présentés devant les instances judiciaires compétentes, une fois l'enquête achevée.

B.Y.